

The Rexel logo consists of the word "REXEL" in a white, sans-serif font, centered within a dark blue rectangular box. The background of the entire page is a composite image: on the left, a night view of a city with a harbor and a large ship; on the right, a man in a white shirt sitting at a desk in a modern office, looking out a window at the city view.

REXEL

a world of energy

# Rapport financier semestriel

## Au 30 juin 2015



Société anonyme  
au capital social de 1 509 184 540 euros  
Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux – CS 60002  
75017 Paris - France  
479 973 513 R.C.S. Paris

## **Rapport financier semestriel au 30 juin 2015**

I. Rapport d'activité .....	page 2
II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	page 25
III. Rapport des commissaires aux comptes .....	page 49
IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel....	page 52

# I. Rapport d'activité

*(Données non audités)*

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>  EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE .....</b>	<b>4</b>
1.1	SITUATION FINANCIERE DU GROUPE.....	4
1.1.1	<i>Présentation générale du Groupe</i> .....	4
1.1.2	<i>Saisonnalité</i> .....	5
1.1.3	<i>Effets liés aux variations du prix du cuivre</i> .....	5
1.1.4	<i>Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté</i> .....	5
1.2	COMPARAISON DES RESULTATS AU 30 JUIN 2015 ET AU 30 JUIN 2014.....	8
1.2.1	<i>Résultats consolidés du Groupe Rexel</i> .....	8
1.2.2	<i>Europe (54% du chiffre d'affaires du Groupe)</i> .....	12
1.2.3	<i>Amérique du Nord (36% du chiffre d'affaires du Groupe)</i> .....	15
1.2.4	<i>Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires du Groupe)</i> .....	17
1.2.5	<i>Autres activités</i> .....	19
1.3	PERSPECTIVES .....	19
1.4	FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES .....	19
<b>2.</b>	<b>  TRESORERIE ET CAPITAUX .....</b>	<b>20</b>
2.1	FLUX DE TRESORERIE .....	20
2.1.1	<i>Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles</i> .....	20
2.1.2	<i>Trésorerie nette provenant des activités d'investissement</i> .....	21
2.1.3	<i>Trésorerie nette provenant des activités de financement</i> .....	23
2.2	SOURCES DE FINANCEMENT .....	24

# 1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner, en raison des arrondis.

## 1.1 | Situation financière du Groupe

### 1.1.1 | Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en chiffre d'affaires et en nombre d'agences. Il organise son activité principalement autour des trois zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe.

Le 29 avril 2015, le Groupe a conclu un accord en vue de la cession de ses activités en Amérique Latine. En conséquence, les résultats des opérations en Amérique Latine sont présentées en activités abandonnées dans le compte de résultat pour les deux périodes de 2014 et de 2015, ainsi qu'en actifs et passifs destinés à être cédés au bilan. Cette transaction reste soumise à certaines conditions préalables, dont l'approbation de l'autorité de la concurrence brésilienne.

Au premier semestre 2015, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 6 645,2 millions d'euros, dont 3 604,8 millions d'euros en Europe (soit 54% du chiffre d'affaires), 2 379,3 millions d'euros en Amérique du Nord (soit 36% du chiffre d'affaires) et 661,1 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 10% du chiffre d'affaires).

Les activités du Groupe en Europe (54% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en France (qui représente 33% du chiffre d'affaires du Groupe dans cette zone), en Allemagne, au Royaume-Uni, en Irlande, en Autriche, en Suisse, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, en Suède, en Finlande, en Norvège, en Italie, en Espagne et au Portugal, ainsi que dans plusieurs autres pays d'Europe centrale et du Nord (la Slovaquie, la Pologne, la Russie et les Pays Baltes).

Les activités du Groupe en Amérique du Nord (36% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées aux Etats-Unis et au Canada. Les Etats-Unis représentent 77% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et le Canada 23%.

Les activités du Groupe dans la zone Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en Australie, en Nouvelle Zélande, en Chine et en Inde, ainsi que dans certains pays de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Thaïlande et Vietnam) et au Moyen-Orient. L'Australie représente 39% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et la Chine 36%.

Dans la présente analyse, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces trois zones géographiques ainsi que pour le segment « Autres activités ».

### **1.1.2/ Saisonnalité**

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres, dès lors que le besoin en fonds de roulement est plus élevé au cours de ces périodes.

### **1.1.3/ Effets liés aux variations du prix du cuivre**

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est exposé indirectement aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 14% du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60% de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du Groupe Rexel :

- l'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires.
- l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. Par ailleurs, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10% de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70% des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

### **1.1.4/ Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté**

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. Les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

### **Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions**

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

### **Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change**

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

### **Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre**

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.3 ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

### **Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires**

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- en données comparables, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ;
- en données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables (tel que mentionné ci-dessus) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ; et
- en données comparables ajustées, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA et l'EBITA Ajusté, qui ne sont pas des agrégats comptables définis par les normes IFRS. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2015	2014 <sup>(1)</sup>	2015	2014 <sup>(1)</sup>
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges</b>	<b>144,7</b>	<b>159,5</b>	<b>266,8</b>	<b>289,7</b>
Effets de périmètre	-	1,2	-	1,6
Effets de change	-	14,9	-	23,9
Effet non récurrent lié au cuivre	0,8	4,0	5,1	6,8
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	4,3	3,8	8,6	7,6
<b>EBITA Ajusté en données comparables</b>	<b>149,7</b>	<b>183,4</b>	<b>280,6</b>	<b>329,6</b>

(1) Après reclassement du secteur opérationnel "Amérique Latine" en activités abandonnées



## 1.2 | Comparaison des résultats au 30 juin 2015 et au 30 juin 2014

### 1.2.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour 2015 et 2014, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires. Les activités en Amérique Latine sont exclues des activités poursuivies dans le compte de résultat pour les deux périodes, elles sont désormais présentées en activités abandonnées.

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2015	2014 <sup>(1)</sup>	Variation en %	2015	2014 <sup>(1)</sup>	Variation en %
Chiffre d'affaires	<b>3 423,5</b>	<b>3 157,3</b>	<b>8,4%</b>	<b>6 645,2</b>	<b>6 161,7</b>	<b>7,8%</b>
Marge brute	814,9	771,2	5,7%	1 609,4	1 521,3	5,8%
Frais administratifs et commerciaux <sup>(2)</sup>	(665,9)	(607,9)	9,5%	(1 334,0)	(1 224,1)	9,0%
<b>EBITA</b>	<b>149,0</b>	<b>163,3</b>	<b>(8,8)%</b>	<b>275,4</b>	<b>297,3</b>	<b>(7,3)%</b>
Amortissement des actifs incorporels <sup>(3)</sup>	(4,3)	(3,8)	14,7%	(8,6)	(7,6)	13,0%
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	<b>144,7</b>	<b>159,5</b>	<b>(9,3)%</b>	<b>266,8</b>	<b>289,7</b>	<b>(7,9)%</b>
Autres produits et charges	(42,1)	(15,0)	n.a.	(59,2)	(33,7)	75,8%
Résultat opérationnel	102,6	144,6	(29,0)%	207,6	256,0	(18,9)%
Frais financiers	(69,8)	(46,3)	50,9%	(139,4)	(91,7)	52,0%
Impôt sur le résultat	(12,8)	(30,7)	(58,4)%	(25,0)	(52,4)	(52,2)%
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>20,0</b>	<b>67,6</b>	<b>(70,4)%</b>	<b>43,2</b>	<b>111,9</b>	<b>(61,4)%</b>
en % du chiffre d'affaires	0,6%	2,1%		0,7%	1,8%	
Résultat net des activités abandonnées	(39,2)	(20,3)	(93,0)%	(41,7)	(21,4)	(94,5)%
Résultat net	(19,2)	47,3	n.a.	1,5	90,5	(98,4)%

<sup>(1)</sup> Après reclassement du secteur opérationnel "Amérique Latine" en activités abandonnées  
<sup>(2)</sup> Dont dépréciations et amortissements (22,9) (19,5) 17,7% (44,4) (38,8) 14,2%  
<sup>(3)</sup> Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2015	2014	Variation en %	2015	2014	Variation en %
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3 423,5</b>	<b>3 473,9</b>	<b>(1,4)%</b>	<b>6 645,2</b>	<b>6 727,6</b>	<b>(1,2)%</b>
Variation à nombre de jours constant			(1,6)%			(1,0)%
Marge brute	815,7	845,1	(3,5)%	1 614,9	1 655,0	(2,4)%
en % du chiffre d'affaires	23,8%	24,3%		24,3%	24,6%	
Frais administratifs et commerciaux	(665,9)	(661,7)	0,6%	(1 334,3)	(1 325,3)	0,7%
en % du chiffre d'affaires	(19,5)%	(19,0)%		(20,1)%	(19,7)%	
<b>EBITA</b>	<b>149,7</b>	<b>183,4</b>	<b>(18,4)%</b>	<b>280,6</b>	<b>329,6</b>	<b>(14,9)%</b>
en % du chiffre d'affaires	4,4%	5,3%		4,2%	4,9%	

### Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2015, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 6 645,2 millions d'euros, contre 6 161,7 millions d'euros au premier semestre 2014.

En données publiées, le chiffre d'affaires a progressé de 7,8% par rapport à 2014, sous l'effet favorable de l'évolution des taux de change pour 8,9% complété par l'effet net positif des acquisitions pour 0,3%.

- L'effet favorable des variations de taux de change s'est élevé à 546,1 millions d'euros, essentiellement lié à l'appréciation du dollar américain.
- L'effet net positif des acquisitions s'est élevé à 19,9 millions d'euros et résulte principalement des opérations réalisées en Asie-Pacifique et en Europe, partiellement compensé par la cession des opérations en République Tchèque au quatrième trimestre 2014.

En données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont diminué de 1,0%. Par zone géographique, l'Europe a progressé de 0,7%, tandis que l'Amérique du Nord a diminué de 3,3%, et l'Asie-Pacifique de 1,7%. Si l'on exclut l'effet négatif de 0,1 point de pourcentage lié à la baisse du prix des câbles à base de cuivre, les ventes ont diminué de 0,9% par rapport au premier semestre 2014.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a diminué de 1,2%, résultant d'un effet calendaire négatif de 0,2 point de pourcentage.

**Au second trimestre 2015**, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 3 423,5 millions d'euros, à comparer aux 3 157,3 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2014.

En données publiées, le chiffre d'affaires a progressé de 8,4%, sous l'effet positif des taux de change pour 9,6% et l'effet net positif des acquisitions pour 0,4%.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 1,6%, résultant d'une baisse de 5,9% en Amérique du Nord et de 1,1% en Asie-Pacifique, partiellement compensée par une hausse de 1,5% en Europe. En excluant l'effet favorable de 0,2 point de pourcentage dû à la baisse du prix des câbles à base de cuivre par rapport au second trimestre 2014, le chiffre d'affaires a diminué de 1,8%.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a diminué de 1,4%, résultant d'un effet calendaire positif de 0,2 point de pourcentage.

Le tableau ci-dessous résume les effets du nombre de jours ainsi que des effets de périmètre et de change, sur l'évolution du chiffre d'affaires.

	T1	T2	Cumulé
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	(0,4)%	(1,6)%	(1,0)%
Effet du nombre de jours	(0,6)%	0,2%	(0,2)%
<b><i>Croissance en données comparables et à nombre de jours réel</i></b>	<b><i>(1,0)%</i></b>	<b><i>(1,4)%</i></b>	<b><i>(1,2)%</i></b>
Effets de périmètre	0,2%	0,4%	0,3%
Effets de change	8,1%	9,6%	8,9%
<b><i>Total des effets périmètre et change</i></b>	<b><i>8,3%</i></b>	<b><i>10,0%</i></b>	<b><i>9,2%</i></b>
<b>Croissance en données publiées <sup>(1)</sup></b>	<b>7,2%</b>	<b>8,4%</b>	<b>7,8%</b>

<sup>(1)</sup> Croissance en données comparables et à nombre de jours réel composée avec les effets de périmètre et de change

## Marge brute

**Au premier semestre 2015**, la marge brute s'est établie à 1 609,4 millions d'euros, en hausse de 5,8% par rapport aux 1 521,3 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2014 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 2,4% et le taux de marge brute s'est replié de 30 points de base à 24,3% du chiffre d'affaires, principalement lié à la baisse de la marge brute en Europe.

**Au second trimestre 2015**, la marge brute s'est établie à 814,9 millions d'euros, en hausse de 5,7% par rapport aux 771,2 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2014 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 3,5% et le taux de marge brute a diminué de 50 points de base à 23,8% du chiffre d'affaires.

## Frais administratifs et commerciaux

**Au premier semestre 2015**, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 1 334,0 millions d'euros, en hausse de 9,0% par rapport aux 1 224,1 millions enregistrés au premier semestre 2014 en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont progressé de 0,7%, représentant 20,1% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015, soit une détérioration de 40 points de base par rapport à 19,7% du chiffre d'affaires au premier semestre 2014, principalement lié aux opérations en Amérique du Nord.

**Au second trimestre 2015**, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 665,9 millions d'euros, en hausse de 9,5% par rapport aux 607,9 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2014 en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 0,6%, représentant 19,5% du chiffre d'affaires au second trimestre 2015, soit une détérioration de 40 points de base par rapport à 19,0% du chiffre d'affaires au second trimestre 2014.

## EBITA

**Au premier semestre 2015**, l'EBITA s'est élevé à 275,4 millions d'euros contre 297,3 millions d'euros au premier semestre 2014, en baisse de 7,3% par rapport à l'année précédente en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a baissé de 14,9% pour s'établir à 280,6 millions d'euros et la marge d'EBITA s'est établie à 4,2% du chiffre d'affaires, en baisse de 70 points de base par rapport à l'année précédente.

**Au second trimestre 2015**, l'EBITA s'est élevé à 149,0 millions d'euros, en baisse de 8,8% par rapport aux 163,3 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2014 en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 18,4% à 149,7 millions d'euros et la marge d'EBITA est ressortie à 4,4% du chiffre d'affaires, en baisse de 90 points de base par rapport à l'année précédente.

## Autres produits et autres charges

Au premier semestre 2015, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 59.2 millions d'euros (33,7 millions d'euros au premier semestre 2014), comprenant principalement:

- 36,8 millions d'euros de coûts de restructuration (22,6 millions d'euros au premier semestre 2014) principalement liés à l'optimisation du réseau d'agences et à la rationalisation de la logistique en Europe (essentiellement en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni) et à la réorganisation du réseau d'agences et des enseignes en Amérique du Nord ;
- 19,1 millions d'euros de dépréciation du *goodwill*, concernant l'Australie pour 10.3 millions d'euros et les Pays-Bas pour 8,5 millions d'euros. Au premier semestre 2014, les dépréciations de *goodwill* se sont élevées à 6,3 millions d'euros, concernant principalement la Slovaquie et le Luxembourg.

## Résultat financier

Au premier semestre 2015, les charges financières nettes se sont établies à 139,4 millions d'euros contre 91,7 millions d'euros au premier semestre 2014. Au premier semestre 2015, les charges financières nettes incluaient une charge exceptionnelle de 52,5 millions d'euros liée au remboursement anticipé des obligations senior de 500 millions d'euros à échéance 2018 (remboursées au cours du premier trimestre 2015) et des obligations senior de 500 millions de dollars américains à échéance 2019 (refinancées par une émission d'obligations senior pour un montant de 500 millions d'euros à échéance 2022 au cours du second trimestre 2015). Si l'on exclut l'impact de cette charge exceptionnelle, les charges financières nettes ont diminué de 5,2%, sous l'effet de la baisse de 80 points de base du taux effectif d'intérêt de la dette brute (4,2% au premier semestre 2015 contre 5,0% au premier semestre 2014) grâce à la baisse des taux d'intérêts des obligations senior.

## Impôt

Au premier semestre 2015, la charge d'impôt s'est élevée à 25,0 millions d'euros, en baisse de 52,2% par rapport aux 52,4 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2014. Cette baisse est due à la diminution du résultat avant impôt (68,2 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 164,3 millions d'euros au premier semestre 2014), partiellement compensé par la hausse du taux effectif d'impôt qui est passé de 31,9% au premier semestre 2014 à 36,7% au premier semestre 2015. Cette hausse est principalement liée à l'augmentation des charges non-déductibles de dépréciation du *goodwill* par rapport au premier semestre 2014.

## Résultat net des activités poursuivies

En conséquence des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies s'est établi à 43,2 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 111,9 millions d'euros au premier semestre 2014, soit une baisse de 61,4%.

## Résultat net des activités abandonnées

Le résultat net des activités abandonnées s'est élevé à une perte de 41,7 millions d'euros au premier semestre 2015 contre une perte de 21,4 millions d'euros au premier semestre 2014. Cette perte concerne les activités en Amérique Latine que le Groupe a l'intention de céder à Sonepar pour un prix de vente de 17,2 millions d'euros (18,6 millions de dollars américains). Cette transaction reste soumise à l'approbation de l'autorité de la concurrence brésilienne. En conséquence, Rexel a reconnu une charge de dépréciation de 36,2 millions d'euros afin d'ajuster la valeur nette comptable des actifs destinés à être cédés au prix de vente diminué des coûts de transaction. De plus, la réserve de conversion négative, principalement liée à la dépréciation du real brésilien contre l'euro, sera reclassée dans le compte de résultat à la date de réalisation de la transaction. Cette cession devrait représenter une perte estimée d'environ 70 millions d'euros, avant impôts.

## Résultat net

Avec le résultat des activités abandonnées, le résultat net s'est élevé à 1,5 million d'euros au premier semestre 2015 contre 90,5 millions d'euros au premier semestre 2014.

## 1.2.2/ Europe (54% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2015	2014	Variation en %	2015	2014	Variation en %
Chiffre d'affaires	<b>1 819,2</b>	<b>1 748,6</b>	<b>4,0%</b>	<b>3 604,8</b>	<b>3 508,0</b>	<b>2,8%</b>
Marge brute	476,7	473,7	0,6%	963,6	954,7	0,9%
Frais administratifs et commerciaux	(377,3)	(366,1)	3,0%	(762,2)	(746,1)	2,2%
<b>EBITA</b>	<b>99,5</b>	<b>107,6</b>	<b>(7,6)%</b>	<b>201,4</b>	<b>208,6</b>	<b>(3,4)%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,5%	6,2%		5,6%	5,9%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2015	2014	Variation en %	2015	2014	Variation en %
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 819,2</b>	<b>1 787,8</b>	<b>1,8%</b>	<b>3 604,8</b>	<b>3 579,4</b>	<b>0,7%</b>
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			1,5%			0,7%
Marge brute	475,0	487,8	(2,6)%	964,7	980,3	(1,6)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	26,1%	27,3%		26,8%	27,4%	
Frais administratifs et commerciaux	(377,1)	(376,0)	0,3%	(762,2)	(763,7)	(0,2)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(20,7)%	(21,0)%		(21,1)%	(21,3)%	
<b>EBITA</b>	<b>97,9</b>	<b>111,8</b>	<b>(12,4)%</b>	<b>202,5</b>	<b>216,6</b>	<b>(6,5)%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,4%	6,3%		5,6%	6,1%	

### Chiffre d'affaires

**Au premier semestre 2015**, le chiffre d'affaires en Europe s'est établi à 3 604,8 millions d'euros contre 3 508,0 millions d'euros au premier semestre 2014, en hausse de 2,8% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet des variations des taux de change s'est traduit par une augmentation de 74,6 millions d'euros, principalement due à l'appréciation de la livre sterling et du Franc Suisse par rapport à l'euro.

L'effet des acquisitions net des cessions a représenté un montant négatif de 3,2 millions d'euros, concernant Elevite AG acquise au troisième trimestre 2014 en Suisse et compensé par la cession des opérations en République Tchèque au quatrième trimestre 2014.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en hausse de 0,7% par rapport au premier semestre 2014.

**Au second trimestre 2015**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 819,2 millions d'euros contre 1 748,6 millions d'euros au second trimestre 2014, soit une hausse de 4,0%, en données publiées.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,5% par rapport au second trimestre 2014.

En **France**, le chiffre d'affaires s'est établi à 1 173,5 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 2,0% par rapport au premier semestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, dans un environnement difficile en raison de la morosité du secteur de la construction et du marché industriel.

Au second trimestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est resté presque stable (-0,3%) par rapport au second trimestre 2014, une amélioration séquentielle par rapport à la performance du premier trimestre 2015 principalement grâce à un effet de base favorable en 2014 et à une hausse des ventes de câbles.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires s'est établi à 544,2 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 1,8% par rapport au premier semestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, affecté par une baisse du prix du cuivre, des fermetures d'agences et par une diminution des ventes d'équipements photovoltaïques ainsi que des ventes liées à des projets.

Au second trimestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en baisse de 2,3% par rapport au second trimestre 2014.

En **Allemagne**, le chiffre d'affaires s'est établi à 389,6 millions d'euros au premier semestre 2015, en hausse de 0,9% par rapport au premier semestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, principalement grâce à une croissance des ventes du marché industriel et des ventes de câbles.

Au second trimestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,7% par rapport au second trimestre 2014.

En **Scandinavie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 456,3 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une hausse de 7,7% par rapport au premier semestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, avec une bonne performance des trois pays grâce aux fournisseurs de service public d'énergie : +10,0% en Suède, +6,0% en Norvège et +5,1% en Finlande, reflétant des gains de part de marché.

Au second trimestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 7,8% par rapport au second trimestre 2014, avec une hausse de 8,3% en Suède, 10,2% en Norvège et 3,3% en Finlande.

En **Belgique** et aux **Pays-Bas**, le chiffre d'affaires s'est respectivement élevé à 162,3 millions d'euros et 105,7 millions d'euros au premier semestre 2015. En Belgique, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,5%, avec une bonne performance des ventes de produits d'équipements photovoltaïques. Les ventes aux Pays-Bas ont enregistré une baisse de 8,3%, en données comparables et à nombre de jours constant.

Au second trimestre 2015, le chiffre d'affaires a progressé en Belgique de 6,0% et a diminué de 3,1% aux Pays-Bas par rapport au second trimestre 2014, une amélioration séquentielle par rapport à la baisse de 13,2%, affecté par des conditions de marchés difficiles et des réorganisations en cours.

En **Suisse** et en **Autriche**, le chiffre d'affaires s'est élevé respectivement à 239,0 millions d'euros et 150,2 millions d'euros au premier semestre 2015. En données comparables et à nombre de jours constant, l'Autriche a enregistré une performance de +2,7%, tandis que le chiffre d'affaires de la Suisse a diminué de 2,5% par rapport au premier semestre 2014, toujours affecté par un environnement déflationniste suite à l'évolution du Franc Suisse, tandis que les volumes restent stable.

Au second trimestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 2,1% en Autriche, tandis qu'il a diminué en Suisse de 2,8% par rapport au second trimestre 2014.

En **Europe du Sud**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 210,0 millions d'euros au premier semestre 2015, en hausse de 9,4% par rapport au premier semestre 2014, en données comparables et à nombre de jours constant, résultant d'une hausse de 19,8% en Espagne dans les 2 marchés (nationaux et à l'export) et d'une baisse de 2,7% en Italie.

Au second trimestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 9,3% par rapport au second trimestre 2014, dont une hausse de 16,1% pour l'Espagne et une hausse de 2,0% pour l'Italie.

## Marge brute

**Au premier semestre 2015**, en Europe, la marge brute s'est établie à 963,6 millions d'euros contre 954,7 millions d'euros au premier semestre 2014, en hausse de 0,9%, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a baissé de 1,6% et le taux de marge brute a diminué de 65 points de base pour s'établir à 26,8% du chiffre d'affaires, affecté par une marge plus faible sur les ventes de câbles.

**Au second trimestre 2015**, en données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 2,6% et le taux de marge brute s'est établi à 26,1%, une baisse de 120 points de base par rapport au second trimestre 2014.

## Frais administratifs et commerciaux

**Au premier semestre 2015**, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 762,2 millions d'euros contre 746,1 millions d'euros au premier semestre 2014, en hausse de 2,2%, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont baissé de 0,2% au premier semestre 2015, représentant 21,1% du chiffre d'affaires, soit une baisse de 20 points de base par rapport à 21,3% au premier semestre 2014, démontrant un strict contrôle des coûts en Europe.

**Au second trimestre 2015**, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux sont presque stables (+0,3%), représentant 20,7% du chiffre d'affaires contre 21,0% au second trimestre 2014.

## EBITA

**Au premier semestre 2015**, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 201,4 millions d'euros contre 208,6 millions d'euros au premier semestre 2014, en baisse de 3,4% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 6,5% par rapport au premier semestre 2014 et le taux d'EBITA a baissé de 45 points de base pour s'établir à 5,6% du chiffre d'affaires.

**Au second trimestre 2015**, en données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 12,4%, soit une diminution de 90 points de base du taux d'EBITA, à 5,4% du chiffre d'affaires.

### 1.2.3/ Amérique du Nord (36% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2015	2014	Variation en %	2015	2014	Variation en %
Chiffre d'affaires	<b>1 250,9</b>	<b>1 109,0</b>	<b>12,8%</b>	<b>2 379,3</b>	<b>2 081,1</b>	<b>14,3%</b>
Marge brute	275,3	239,7	14,8%	524,2	455,0	15,2%
Frais administratifs et commerciaux	(222,9)	(182,4)	22,2%	(442,5)	(364,2)	21,5%
EBITA	<b>52,5</b>	<b>57,3</b>	<b>(8,5)%</b>	<b>81,7</b>	<b>90,7</b>	<b>(10,0)%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>4,2%</i>	<i>5,2%</i>		<i>3,4%</i>	<i>4,4%</i>	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2015	2014	Variation en %	2015	2014	Variation en %
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 250,9</b>	<b>1 330,6</b>	<b>(6,0)%</b>	<b>2 379,3</b>	<b>2 475,7</b>	<b>(3,9)%</b>
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			<i>(5,9)%</i>			<i>(3,3)%</i>
Marge brute	277,8	290,6	(4,4)%	528,6	545,8	(3,2)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>22,2%</i>	<i>21,8%</i>		<i>22,2%</i>	<i>22,0%</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(223,1)	(220,0)	1,4%	(442,9)	(434,9)	1,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(17,8)%</i>	<i>(16,5)%</i>		<i>(18,6)%</i>	<i>(17,6)%</i>	
EBITA	<b>54,7</b>	<b>70,6</b>	<b>(22,5)%</b>	<b>85,7</b>	<b>110,9</b>	<b>(22,7)%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>4,4%</i>	<i>5,3%</i>		<i>3,6%</i>	<i>4,5%</i>	

### Chiffre d'affaires

**Au premier semestre 2015**, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 2 379,3 millions d'euros contre 2 081,1 millions d'euros au premier semestre 2014, soit une hausse de 14,3% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet favorable de l'évolution des taux de change, notamment lié à l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro, a représenté un montant de 399,5 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 3,3% par rapport au premier semestre 2014, affecté par une baisse de 19% des ventes dans le secteur pétrolier et gazier, qui représente 10% du chiffre d'affaires total de la région. Si on exclut cet effet, le chiffre d'affaires est en baisse de 1,4%.

**Au second trimestre 2015**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 250,9 millions d'euros, en hausse de 12,8% en données publiées par rapport aux 1 109,0 millions d'euros enregistrés sur le second trimestre 2014.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 5,9% par rapport au second trimestre 2014, affecté par une baisse de 32% des ventes dans le secteur pétrolier et gazier. Si on exclut cet effet, le chiffre d'affaires est en baisse de 2,7%.

Aux **Etats-Unis**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 825,4 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 2,4% par rapport au premier semestre 2014. Le chiffre d'affaires a souffert d'une baisse des ventes dans le secteur pétrolier et gazier représentant 1,9 point de pourcentage, d'une baisse des ventes de câbles représentant 1,0 point de pourcentage et de fermetures d'agences représentant 0,6 point de pourcentage.

Au second trimestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont baissé de 4,6% par rapport au second trimestre 2014. Le chiffre d'affaires a souffert d'une baisse des ventes dans le secteur pétrolier et gazier représentant 3,4 points de pourcentage, d'une baisse des ventes de câbles représentant 1,4 point de pourcentage et de fermetures d'agences représentant 1,2 point de pourcentage.



Au **Canada**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 554,0 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 6,2% par rapport au premier semestre 2014, dont 2,7 points de pourcentage attribuable à la baisse des ventes d'équipement photovoltaïques, 2,1 points de pourcentage attribuable à la détérioration des ventes dans le secteur pétrolier et gazier et 1,5 point de pourcentage lié à la baisse des ventes de câbles.

Au second trimestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 10,3% par rapport au second trimestre 2014, dont 3,4 points de pourcentage attribuable à la baisse des ventes d'équipement photovoltaïques, 2,9 points de pourcentage concernant la détérioration des ventes dans le secteur pétrolier et gazier et 2,4 points de pourcentage lié à la baisse des ventes de câbles.

## **Marge brute**

**Au premier semestre 2015**, en Amérique du Nord, la marge brute a atteint 524,2 millions d'euros contre 455,0 millions d'euros au premier semestre 2014, soit une hausse de 15,2% en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 3,2% et le taux de marge brute a progressé de 15 points de base par rapport au premier semestre 2014, à 22,2% du chiffre d'affaires, résultant d'une optimisation des grilles de prix au Canada.

**Au second trimestre 2015**, en données comparable ajustées, la marge brute a diminué de 4,4% et le taux de marge brute, qui ressort à 22,2% du chiffre d'affaires, est en hausse de 40 points de base, par rapport au second trimestre 2014.

## **Frais administratifs et commerciaux**

**Au premier semestre 2015**, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 442,5 millions d'euros contre 364,2 millions d'euros en au premier semestre 2014, en hausse de 21,5% en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 1,8% au premier semestre 2015, représentant 18,6% du chiffre d'affaires, soit une hausse de 100 points de base par rapport à 17,6% au premier semestre 2014, affectée par la baisse de l'activité au cours du second trimestre 2015 et par des coûts de transport et de logistique supplémentaires liés au programme de transformation des centres de distribution aux Etats-Unis.

**Au second trimestre 2015**, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 1,4%, représentant 17,8% du chiffre d'affaires contre 16,5% au second trimestre 2014.

## **EBITA**

**Au premier semestre 2015**, en conséquence, l'EBITA s'est élevé à 81,7 millions d'euros contre 90,7 millions d'euros au premier semestre 2014, en baisse de 10,0% en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 22,7% par rapport au premier semestre 2014 et le taux d'EBITA a diminué de 90 points de base, à 3,6% du chiffre d'affaires.

**Au second trimestre 2015**, en données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 22,5% soit une baisse de 90 points de base du taux d'EBITA, à 4,4% du chiffre d'affaires.

## 1.2.4/ Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2015	2014	Variation en %	2015	2014	Variation en %
Chiffre d'affaires	<b>353,4</b>	<b>299,6</b>	<b>18,0%</b>	<b>661,1</b>	<b>572,5</b>	<b>15,5%</b>
Marge brute	62,9	57,7	9,0%	121,6	111,6	9,0%
Frais administratifs et commerciaux	(56,2)	(48,5)	15,9%	(108,7)	(95,3)	14,1%
EBITA	<b>6,7</b>	<b>9,2</b>	<b>(27,4)%</b>	<b>12,9</b>	<b>16,2</b>	<b>(20,7)%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>1,9%</i>	<i>3,1%</i>		<i>1,9%</i>	<i>2,8%</i>	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2015	2014	Variation en %	2015	2014	Variation en %
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>353,4</b>	<b>355,4</b>	<b>(0,6)%</b>	<b>661,1</b>	<b>672,4</b>	<b>(1,7)%</b>
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			<i>(1,1)%</i>			<i>(1,7)%</i>
Marge brute	62,9	66,7	(5,7)%	121,6	128,7	(5,5)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>17,8%</i>	<i>18,8%</i>		<i>18,4%</i>	<i>19,1%</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(56,2)	(54,8)	2,6%	(108,7)	(108,3)	0,4%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(15,9)%</i>	<i>(15,4)%</i>		<i>(16,4)%</i>	<i>(16,1)%</i>	
EBITA	<b>6,7</b>	<b>11,9</b>	<b>(43,8)%</b>	<b>12,9</b>	<b>20,4</b>	<b>(36,9)%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>1,9%</i>	<i>3,3%</i>		<i>1,9%</i>	<i>3,0%</i>	

### Chiffre d'affaires

**Au premier semestre 2015**, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique s'est élevé à 661,1 millions d'euros contre 572,5 millions d'euros au premier semestre 2014, en hausse de 15,5% en données publiées.

- Les acquisitions du quatrième trimestre 2014 (4 Knights International en Thaïlande et Beijing Ouneng Tongxing Technology Co. Ltd en Chine) et celle réalisée au premier trimestre 2015 (Shanghai Maxqueen Industry Development Co. Ltd en Chine) ont représenté une augmentation du chiffre d'affaires de 28,0 millions d'euros,
- l'effet favorable de l'évolution des taux de change a représenté 71,9 millions d'euros, principalement dû à l'appréciation du Yuan chinois par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 1,7% par rapport au premier semestre 2014.

**Au second trimestre 2015**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 353,4 millions d'euros, en hausse de 18,0% en données publiées par rapport aux 299,6 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2014.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en diminution de 1,1% par rapport au second trimestre 2014.

En **Australie**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 257,9 millions d'euros, soit une baisse de 5,6% par rapport au premier semestre 2014, affecté par une baisse des ventes au marché tertiaire et des fermetures d'agences. Si on exclut l'effet des fermetures d'agences, le chiffre d'affaires est en diminution de 3,4%.

Au second trimestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en diminution de 3,8% par rapport au second trimestre 2014. Si l'on exclut l'effet des fermetures d'agences, les ventes diminuent de 0,5%.

En **Chine**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 239,7 millions d'euros au premier semestre 2015, soit une baisse de 2,0% par rapport au premier semestre 2014, en raison d'un effet de base défavorable (le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 était en croissance de 10,8%) et d'une baisse dans le secteur de l'éolien. Si on exclut les ventes du secteur éolien, les ventes ont augmenté de 1,1%.

Au second trimestre 2015, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 0,4% par rapport au second trimestre 2014. Si on exclut les ventes du secteur éolien, les ventes ont augmenté de 4,2%.

## **Marge brute**

**Au premier semestre 2015**, en Asie-Pacifique, la marge brute a augmenté de 9,0% à 121,6 millions d'euros contre 111,6 millions d'euros au premier semestre 2014, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 5,5% et le taux de marge brute s'est établi à 18,4% en diminution de 70 points de base par rapport au premier semestre 2014, lié à un environnement compétitif en Australie.

**Au second trimestre 2015**, en données comparables ajustées, la marge brute a diminué de 5,7% et le taux de marge brute s'est établi à 17,8%, soit une diminution de 100 points de base par rapport au second trimestre 2014.

## **Frais administratifs et commerciaux**

**Au premier semestre 2015**, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 108,7 millions d'euros, en hausse de 14,1% par rapport au premier semestre 2014 où ils s'élevaient à 95,3 millions d'euros, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 0,4% par rapport au premier semestre 2014, représentant 16,4% du chiffre d'affaires au premier semestre 2015, soit une détérioration de 40 points de base par rapport à 16,1% au premier semestre 2014.

**Au second trimestre 2015**, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 2,6%, représentant 15,9% du chiffre d'affaires contre 15,4% au second trimestre 2014.

## **EBITA**

**Au premier semestre 2015**, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 12,9 millions d'euros, contre 16,2 millions d'euros au premier semestre 2014, en baisse de 20,7% en données publiées.

En données comparables ajustées, il a diminué de 36,9% par rapport au premier semestre 2014. Le taux d'EBITA a baissé de 110 points de base à 1,9% du chiffre d'affaires.

**Au second trimestre 2015**, en données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 43,8%, soit une diminution de 140 points de base du taux d'EBITA, à 1,9% du chiffre d'affaires.

## 1.2.5 | Autres activités

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2015	2014	Variation en %	2015	2014	Variation en %
Chiffre d'affaires	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	n.a.	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	n.a.
Marge brute	0,0	0,0	n.a.	0,0	0,2	n.a.
Frais administratifs et commerciaux	(9,6)	(10,9)	(11,9)%	(20,6)	(18,4)	11,6%
<b>EBITA</b>	<b>(9,6)</b>	<b>(10,8)</b>	<b>(11,5)%</b>	<b>(20,6)</b>	<b>(18,3)</b>	<b>12,6%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES  (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2015	2014	Variation en %	2015	2014	Variation en %
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	n.a.	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	n.a.
Marge brute	0,0	0,1	n.a.	0,0	0,2	n.a.
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(9,6)	(10,9)	(12,0)%	(20,6)	(18,5)	11,4%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	
<b>EBITA</b>	<b>(9,6)</b>	<b>(10,8)</b>	<b>(11,6)%</b>	<b>(20,6)</b>	<b>(18,3)</b>	<b>12,6%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	

Ce segment concerne principalement les frais de siège non alloués. Ces frais ont augmenté de 2,1 millions d'euros par rapport au premier semestre 2014, principalement du fait des investissements continus dans les divers réseaux de distribution numériques.

## 1.3 | Perspectives

Compte tenu de la performance du premier semestre, d'une part, ainsi que des prix du cuivre et de l'évolution du secteur pétrolier et gazier inférieurs aux attentes, d'autre part, Rexel prévoit maintenant d'être, en année pleine, dans le bas de la cible de ventes et de rentabilité annoncée avec :

- Une baisse organique des ventes d'au maximum 2% (*en données comparables et à nombre de jours constant, vs. « Une croissance organique des ventes comprise entre -2% et +2% » annoncée en février*),
- Une marge d'EBITA ajusté d'au moins 4,8% (*vs. 5,0% en 2014 et vs. « Une marge d'EBITA ajusté comprise entre 4,8% et 5,2% » annoncée en février*).

L'objectif de marge d'EBITA ajusté en année pleine 2015 représente une amélioration de la marge d'EBITA ajusté au second semestre par rapport à l'année précédente.

Rexel maintient inchangé son objectif annoncé en février de générer, en année pleine, un cash-flow solide :

- D'au moins 75% de l'EBITDA, avant intérêts et impôts,
- D'environ 40% de l'EBITDA, après intérêts et impôts.

## 1.4 | Facteurs de risques et incertitudes

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques macro-économiques, concurrentiels, opérationnels, de marché et juridiques. Ces facteurs de risques sont décrits dans le Document de référence 2014 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 25 mars 2015 sous le numéro D.15-0201. Il n'y a pas eu d'évolution significative dans la nature de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2015.

## 2. | TRESORERIE ET CAPITAUX

### 2.1 | Flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Période close le 30 juin		
	2015	2014	Variation en valeur	2015	2014	Variation en valeur
Flux de trésorerie d'exploitation	142,3	167,7	(25,4)	271,9	301,7	(29,8)
Intérêts	(38,1)	(38,1)	0,1	(79,5)	(76,1)	(3,4)
Impôts	(41,2)	(23,6)	(17,6)	(75,2)	(51,2)	(23,9)
Variation du besoin en fonds de roulement	25,4	(51,6)	77,0	(220,8)	(295,9)	75,1
<b>Flux nets des activités opérationnelles</b>	<b>88,4</b>	<b>54,4</b>	<b>33,9</b>	<b>(103,6)</b>	<b>(121,6)</b>	<b>18,0</b>
<i>Dont les flux de trésorerie des activités opérationnelles provenant des activités abandonnées</i>	<i>(3,5)</i>	<i>(2,1)</i>	<i>(1,4)</i>	<i>(10,9)</i>	<i>(7,1)</i>	<i>(3,8)</i>
<b>Flux nets des activités opérationnelles - activités poursuivies</b>	<b>91,9</b>	<b>56,5</b>	<b>35,4</b>	<b>(92,6)</b>	<b>(114,5)</b>	<b>21,9</b>
<b>Flux nets des activités d'investissement</b>	<b>(36,5)</b>	<b>(25,2)</b>	<b>(11,3)</b>	<b>(73,9)</b>	<b>(56,1)</b>	<b>(17,8)</b>
<i>Dont les flux de trésorerie des activités d'investissement provenant des activités abandonnées</i>	<i>(0,8)</i>	<i>(0,1)</i>	<i>(0,7)</i>	<i>(1,7)</i>	<i>0,1</i>	<i>(1,8)</i>
<b>Flux nets des activités d'investissement - activités poursuivies</b>	<b>(35,7)</b>	<b>(25,1)</b>	<b>(10,6)</b>	<b>(72,2)</b>	<b>(56,3)</b>	<b>(15,9)</b>
<i>Dont investissements opérationnels (2)</i>	<i>(26,0)</i>	<i>(22,7)</i>	<i>(3,3)</i>	<i>(57,2)</i>	<i>(46,5)</i>	<i>(10,7)</i>
<b>Flux nets des activités de financement</b>	<b>(54,8)</b>	<b>28,4</b>	<b>(83,2)</b>	<b>(493,8)</b>	<b>(70,9)</b>	<b>(422,9)</b>
<i>Dont les flux de trésorerie des activités de financement provenant des activités abandonnées</i>	<i>0,7</i>	<i>(0,6)</i>	<i>1,3</i>	<i>10,8</i>	<i>3,5</i>	<i>7,4</i>
<b>Flux nets des activités de financement - activités poursuivies</b>	<b>(55,5)</b>	<b>29,0</b>	<b>(84,5)</b>	<b>(504,7)</b>	<b>(74,4)</b>	<b>(430,3)</b>
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>(2,9)</b>	<b>57,4</b>	<b>(60,4)</b>	<b>(671,3)</b>	<b>(248,6)</b>	<b>(422,7)</b>
<i>Dont la variation nette de la trésorerie provenant des activités abandonnées</i>	<i>(3,6)</i>	<i>(2,8)</i>	<i>(0,8)</i>	<i>(1,8)</i>	<i>(3,5)</i>	<i>1,7</i>
<b>Variation nette de la trésorerie - activités poursuivies</b>	<b>0,7</b>	<b>60,2</b>	<b>(59,6)</b>	<b>(669,5)</b>	<b>(245,1)</b>	<b>(424,4)</b>
<b>Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets des activités poursuivies (« Free cash flow ») :</b>						
Flux de trésorerie d'exploitation	143,2	167,2	(23,9)	273,4	300,6	(27,2)
Variation du besoin en fonds de roulement	27,0	(50,0)	76,9	(213,8)	(290,0)	76,2
Ajustement lié au décalage temporel de paiements fournisseurs (1)	-	-	-	-	51,9	(51,9)
Investissements opérationnels (2)	(26,0)	(22,7)	(3,3)	(57,2)	(46,5)	(10,7)
<b>Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets avant intérêts et impôts</b>	<b>144,2</b>	<b>94,5</b>	<b>49,7</b>	<b>2,4</b>	<b>16,0</b>	<b>(13,7)</b>
Intérêts	(36,5)	(37,3)	0,8	(76,6)	(74,6)	(2,0)
Impôts	(41,8)	(23,4)	(18,4)	(75,6)	(50,6)	(24,9)
<b>Trésorerie disponible après investissements opérationnels nets après intérêts et impôts</b>	<b>66,0</b>	<b>33,9</b>	<b>32,1</b>	<b>(149,8)</b>	<b>(109,2)</b>	<b>(40,6)</b>
<b>Besoin en fonds de roulement, en % du chiffre d'affaires(3) au :</b>				<b>30 juin 2015</b>	<b>30 juin 2014</b>	
Données publiées				11,3%	12,2%	
Données comparables				11,3%	12,0%	
<p>(1) Besoin en fonds de roulement ajusté du décalage temporel de paiements fournisseurs programmés le 31 décembre 2013 et réalisés le 2 janvier 2014 pour 51,9 millions d'euros</p> <p>(2) Nettes des cessions</p> <p>(3) Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois</p>						

#### 2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets provenant des activités opérationnelles du Groupe ont représenté un emploi de 103,6 millions d'euros au premier semestre 2015 contre un emploi de 121,6 millions d'euros au premier semestre 2014.

Les flux nets provenant des activités opérationnelles des activités poursuivies ont représenté un emploi de 92,6 millions d'euros au premier semestre 2015 contre un emploi de 114,5 millions d'euros au premier semestre 2014.

#### Flux de trésorerie d'exploitation - activités poursuivies

Les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôt et variation du besoin en fonds de roulement décroissent de 300,6 millions d'euros au premier semestre 2014 à 273,4 millions d'euros au premier semestre 2015. Ceci provient essentiellement d'une baisse de l'EBITDA qui passe de 336,1 millions d'euros au premier semestre 2014 à 319,8 millions d'euros au premier semestre 2015, en raison principalement de la hausse des frais administratifs et commerciaux plus forte que celle des ventes et de la marge brute au premier semestre 2015, comparé au premier semestre 2014.

## Intérêts et impôts - activités poursuivies

Au premier semestre 2015, les intérêts versés ont légèrement augmenté pour s'établir à 74,6 millions d'euros contre 76,6 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2014. Cette hausse provient :

- D'une baisse des intérêts reçus sur les instruments dérivés et d'une baisse des rendements des investissements à court terme,
- Partiellement compensé par un taux effectif d'intérêt en baisse suite aux transactions de remboursement et de refinancement des obligations senior menées au premier semestre 2015.

Au premier semestre 2015, l'impôt sur les sociétés payé a augmenté pour s'établir à 75,6 millions d'euros contre 50,6 millions d'euros au premier semestre 2014. Cette hausse concerne, dans un premier temps, un excédent d'acomptes d'impôt sur les sociétés payé fin 2013 en France dont le remboursement a été perçu au premier semestre 2014, ainsi que le paiement au titre d'un redressement fiscal en Finlande au cours du premier semestre 2015. Ce redressement est toutefois contesté par le Groupe qui a déposé un recours.

## Variation du besoin en fonds de roulement - activités poursuivies

Au premier semestre 2015, la variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi net de 213,8 millions d'euros contre une ressource de 238,0 millions d'euros au premier semestre 2014, retraité des paiements aux fournisseurs relatifs à fin décembre 2013 pour 51,9 millions d'euros. Cette amélioration est principalement attribuable à la variation des créances clients, qui ont représenté un emploi de 83,9 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 184,5 millions d'euros au premier semestre 2014.

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, à données comparables, le besoin en fonds de roulement s'est élevé à 11,3% du chiffre d'affaires au 30 juin 2015, à comparer à 12,0% au 30 juin 2014. Cette amélioration de 70 points de base par rapport au 30 juin 2014 est principalement attribuable aux créances clients dont le délai de règlement a diminué d'une demi-journée au 30 juin 2015 par rapport au 30 juin 2014.

### 2.1.2/ Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle représentait un emploi de 73,9 millions d'euros au premier semestre 2015 contre un emploi de 56,1 millions d'euros au premier semestre 2014.

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2015	2014	2015	2014
Acquisition d'immobilisations opérationnelles	(25,2)	(23,6)	(51,2)	(41,5)
Produits de cession d'immobilisations opérationnelles	1,8	1,2	2,3	2,2
Variation nette des dettes et créances sur immobilisations	(2,6)	(0,3)	(8,2)	(7,1)
Flux nets des activités d'investissement opérationnel des activités poursuivies	(26,0)	(22,7)	(57,2)	(46,5)
Flux nets des activités d'investissement opérationnel des activités abandonnées	(0,8)	(0,6)	(1,7)	(0,9)
<b>Flux nets des activités d'investissement opérationnel</b>	<b>(26,8)</b>	<b>(23,3)</b>	<b>(58,9)</b>	<b>(47,4)</b>
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(11,6)	(3,9)	(14,1)	(11,7)
<b>Flux nets des activités d'investissement financier</b>	<b>(11,6)</b>	<b>(3,9)</b>	<b>(14,1)</b>	<b>(11,7)</b>
<b>Variation nette des placements à long terme</b>	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>	<b>(0,9)</b>	<b>2,9</b>
<b>Flux nets des activités d'investissement</b>	<b>(36,5)</b>	<b>(25,2)</b>	<b>(73,9)</b>	<b>(56,1)</b>

## **Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles - activités poursuivies**

Le montant des acquisitions d'immobilisations net des cessions a représenté un emploi de trésorerie de 57,2 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 46,5 millions d'euros au premier semestre 2014.

Au premier semestre 2015, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 51,2 millions d'euros (41,5 millions d'euros au premier semestre 2014), soit 0,8 % du chiffre d'affaires de la période. Cette hausse est principalement attribuable à l'Allemagne et aux Etats-Unis concernant des projets logistiques. Les cessions d'immobilisations opérationnelles ont généré une ressource de 2,3 millions d'euros (2,2 millions d'euros au premier semestre 2014). La variation nette des dettes et créances correspondantes s'est élevée à 8,2 millions d'euros, augmentant d'autant les investissements nets de la période (contre une hausse de 7,1 millions d'euros au premier semestre 2014).

## **Investissements financiers**

Les investissements financiers ont représenté un emploi net de 14,1 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 11,7 millions d'euros au premier semestre 2014, lié principalement aux acquisitions de filiales.

Au premier semestre 2015, ils ont été principalement constitués du prix d'acquisition de Electro-Industry en Acoustiek en Belgique et de Shanghai Maxqueen Industry Development Co. Ltd en Chine, ainsi que du paiement de compléments et d'ajustements de prix relatifs à des acquisitions réalisées les années précédentes.

Au premier semestre 2014, ils ont été principalement constitués du prix d'acquisition d'Esabora Digital Services en France, ainsi que du paiement de compléments et d'ajustements de prix relatifs à des acquisitions réalisées les années précédentes.

### **2.1.3/ Trésorerie nette provenant des activités de financement**

La trésorerie nette provenant des activités de financement comprend les variations de la dette financière.

Au premier semestre 2015, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un décaissement net de 493,8 millions d'euros, comprenant principalement :

- le rachat anticipé des obligations senior, portant intérêt à 7,00% et à échéance 2018, intervenu le 16 mars 2015 pour un montant de 522,6 millions d'euros incluant une prime de rachat de 25,4 millions d'euros;
- le rachat anticipé des obligations senior, portant intérêt à 6,125% et à échéance 2019, intervenu le 22 juin 2015 pour un montant de 468,6 millions d'euros incluant une prime de rachat de 25,5 millions d'euros;
- la diminution de 163,0 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ;

partiellement compensé par :

- l'émission d'obligations senior de 500 millions d'euros, portant intérêt à 3,25% et à échéance 2022, pour un montant net des coûts de transaction de 489,7 millions d'euros ;
- l'augmentation des autres dettes financières pour 174,3 millions d'euros.

Au premier semestre 2014, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un remboursement net de 70,9 millions d'euros de l'endettement, comprenant principalement :

- La diminution de 78,7 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ;
- L'augmentation des autres dettes financières pour 13,7 millions d'euros.



## 2.2 | Sources de financement

En complément de la trésorerie provenant de son activité, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de cessions de créances commerciales et de lignes de crédit multilatérales. Au 30 juin 2015, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 2 556,5 millions d'euros et s'analysait comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2015			31 décembre 2014		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations senior	-	1 614,7	1 614,7	-	1 992,2	1 992,2
Titrisation	119,8	905,9	1 025,7	128,2	1 013,9	1 142,1
Emprunt auprès des établissements de crédit	85,6	1,4	87,1	65,0	4,4	69,3
Billets de trésorerie	205,6	-	205,6	85,9	-	85,9
Concours bancaires et autres emprunts	81,2	-	81,2	81,7	-	81,7
Location financement	8,0	17,5	25,5	8,8	18,4	27,2
Intérêts courus <sup>(1)</sup>	7,3	-	7,3	9,7	-	9,7
Autres	1,2	-	1,2	-	-	-
Moins coûts de transaction	(7,0)	(29,1)	(36,1)	(8,0)	(32,9)	(40,9)
<b>Total des dettes financières et intérêts courus</b>	<b>501,7</b>	<b>2 510,5</b>	<b>3 012,2</b>	<b>371,2</b>	<b>2 995,9</b>	<b>3 367,1</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(460,4)			(1 159,8)
Créances sur intérêts courus			(0,7)			(0,7)
Dérivés de couverture de la dette			5,3			6,5
<b>Endettement financier net</b>			<b>2 556,5</b>			<b>2 213,1</b>

<sup>(1)</sup> dont intérêts courus sur les Obligations Senior pour un montant de 4,1 millions d'euros au 30 juin 2015 (4,9 millions d'euros au 31 décembre 2014)

Au 30 juin 2015, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 236,3 millions d'euros (2 052,2 millions d'euros au 31 décembre 2014).

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	460,4	1 159,8
Découverts bancaires	(81,2)	(81,7)
Billets de trésorerie	(205,6)	(85,9)
Contrat de crédit senior non tiré	982,0	982,0
Ligne bilatérale	80,7	77,9
<b>Liquidité</b>	<b>1 236,3</b>	<b>2 052,2</b>

### Contrat de crédit senior

Selon les termes de ce contrat de crédit senior, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 fois au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Le ratio d'endettement, tel que calculé selon les termes du Contrat de Crédit Senior, s'est élevé à 3,20x au 30 juin 2015 (contre 2,74x au 31 décembre 2014 et 3,00x au 30 juin 2014).

## II. États financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2015 *(non audités<sup>1</sup>)*

1. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2015 ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux Comptes. Leur rapport sur l'information financière semestrielle 2015 est présenté à la suite des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

# SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé ( <i>non audité</i> ).....	27
Résultat global consolidé ( <i>non audité</i> ) .....	28
Bilan consolidé ( <i>non audité</i> ) .....	29
Tableau des flux de trésorerie consolidé ( <i>non audité</i> ) .....	30
Tableau de variation des capitaux propres consolidés ( <i>non audité</i> ) .....	31
Notes annexes aux états financiers consolidés .....	32
1.   Informations générales .....	32
2.   Principales méthodes comptables.....	32
3.   Regroupements d'entreprises .....	34
4.   Information sectorielle .....	34
5.   Frais administratifs et commerciaux.....	36
6.   Autres produits et autres charges.....	37
7.   Dépréciation du <i>Goodwill</i> .....	37
8.   Charges financières nettes.....	38
9.   Impôt sur les bénéfices.....	38
10.   Opérations abandonnées et actifs destinés à être cédés .....	39
11.   Dividendes .....	40
12.   Résultats par action .....	41
13.   Avantages du personnel .....	42
14.   Endettement financier.....	42
15.   Juste valeur des instruments financiers .....	47
16.   Saisonnalité .....	47
17.   Litiges .....	47
18.   Evènements postérieurs à la période de reporting.....	48

## Compte de résultat consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
		2015	2014 <sup>(1)</sup>	2015	2014 <sup>(1)</sup>
Chiffre d'affaires	4	3 423,5	3 157,3	6 645,2	6 161,7
Coût des ventes		(2 608,6)	(2 386,1)	(5 035,8)	(4 640,3)
<b>Marge brute</b>		<b>814,9</b>	<b>771,2</b>	<b>1 609,4</b>	<b>1 521,3</b>
Frais administratifs et commerciaux	5	(670,2)	(611,7)	(1 342,6)	(1 231,7)
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges</b>		<b>144,7</b>	<b>159,5</b>	<b>266,8</b>	<b>289,7</b>
Autres produits	6	0,4	2,5	0,6	3,3
Autres charges	6	(42,4)	(17,5)	(59,8)	(37,0)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>102,6</b>	<b>144,6</b>	<b>207,6</b>	<b>256,0</b>
Produits financiers		0,4	1,4	1,3	2,6
Coût de l'endettement financier		(29,1)	(42,3)	(72,9)	(84,6)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement		(33,0)	-	(52,5)	-
Autres charges financières		(8,3)	(5,5)	(15,3)	(9,8)
<b>Charges financières (nettes)</b>	8	<b>(69,8)</b>	<b>(46,3)</b>	<b>(139,4)</b>	<b>(91,7)</b>
<b>Résultat net avant impôt</b>		<b>32,8</b>	<b>98,2</b>	<b>68,2</b>	<b>164,3</b>
Impôt sur le résultat	9	(12,8)	(30,7)	(25,0)	(52,4)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>20,0</b>	<b>67,6</b>	<b>43,2</b>	<b>111,9</b>
Résultat net des activités abandonnées	10	(39,2)	(20,3)	(41,7)	(21,4)
<b>Résultat net</b>		<b>(19,2)</b>	<b>47,3</b>	<b>1,5</b>	<b>90,5</b>
<b>Dont attribuable :</b>					
aux actionnaires de la société mère		(18,6)	47,5	2,5	90,5
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,6)	(0,1)	(1,0)	-
<b>Résultat net par action :</b>					
Résultat de base par action (en euros)	12	(0,06)	0,17	0,01	0,32
Résultat dilué par action (en euros)	12	(0,06)	0,17	0,01	0,32
<b>Résultat net par action des activités poursuivies :</b>					
Résultat de base par action (en euros)		0,07	0,24	0,15	0,39
Résultat dilué par action (en euros)		0,07	0,24	0,15	0,39

<sup>(1)</sup> Après reclassement du secteur opérationnel « Amérique Latine » en activités abandonnées (voir note 10)

**Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.**

## Résultat global consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2015	2014	2015	2014
<b>Résultat net</b>	<b>(19,2)</b>	<b>47,3</b>	<b>1,5</b>	<b>90,5</b>
<b>Eléments destinés à être reclassés en compte de résultat :</b>				
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger	28,6	(9,8)	(109,2)	(9,5)
Effet d'impôt	(9,8)	3,4	37,6	3,3
	18,8	(6,4)	(71,6)	(6,2)
Ecarts de conversion	(60,0)	41,9	220,2	39,8
Effet d'impôt	11,0	(1,8)	(29,3)	(2,6)
	(49,0)	40,1	190,9	37,2
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie	1,9	(0,5)	0,2	0,0
Effet d'impôt	(0,6)	0,2	0,0	(0,0)
	1,3	(0,4)	0,2	0,0
<b>Eléments non reclassables en compte de résultat :</b>				
Gains / (pertes) actuariels(-les) sur engagements de retraite et avantages assimilés	77,4	(34,5)	34,5	(38,2)
Effet d'impôt	(5,6)	0,9	0,3	1,6
	71,7	(33,6)	34,8	(36,6)
<b>Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt</b>	<b>42,9</b>	<b>(0,3)</b>	<b>154,3</b>	<b>(5,6)</b>
<i>dont autres éléments du résultat global provenant des activités abandonnées</i>	<i>(0,8)</i>	<i>1,8</i>	<i>0,9</i>	<i>3,3</i>
<b>Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt</b>	<b>23,7</b>	<b>47,0</b>	<b>155,8</b>	<b>84,9</b>
<b>Dont attribuable :</b>				
<i>aux actionnaires de la société mère</i>	<i>24,9</i>	<i>46,9</i>	<i>156,1</i>	<i>85,0</i>
<i>aux intérêts ne conférant pas le contrôle</i>	<i>(1,3)</i>	<i>0,1</i>	<i>(0,3)</i>	<i>(0,1)</i>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Bilan consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Au 30 juin 2015	Au 31 décembre 2014
<b>Actifs</b>			
Goodwill		4 377,0	4 243,9
Immobilisations incorporelles		1 114,9	1 084,0
Immobilisations corporelles		289,0	287,1
Actifs financiers non courants		35,0	24,8
Actifs d'impôt différé		164,3	175,2
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>5 980,2</b>	<b>5 815,0</b>
Stocks		1 551,5	1 487,2
Créances clients		2 335,5	2 206,0
Créances d'impôt courant		31,0	9,7
Autres actifs		488,7	499,0
Actifs destinés à être cédés	10	122,0	3,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	460,4	1 159,8
<b>Total des actifs courants</b>		<b>4 989,1</b>	<b>5 365,4</b>
<b>Total des actifs</b>		<b>10 969,3</b>	<b>11 180,4</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social		1 463,9	1 460,0
Prime d'émission		1 606,9	1 599,8
Réserves		1 334,3	1 275,9
<b>Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société</b>		<b>4 405,1</b>	<b>4 335,7</b>
Intérêts ne conférant pas le contrôle		10,6	7,7
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>4 415,7</b>	<b>4 343,4</b>
<b>Dettes</b>			
Dettes financières non courantes	14	2 510,5	2 995,9
Provisions pour retraites et avantages assimilés		322,0	344,2
Passifs d'impôt différé		177,9	196,9
Provisions et autres passifs non courants		94,2	93,7
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>3 104,5</b>	<b>3 630,7</b>
Dettes financières courantes	14	494,5	361,5
Intérêts courus	14	7,3	9,7
Dettes fournisseurs		2 075,9	2 126,8
Dividendes à payer	11	91,2	-
Dettes d'impôt exigible		24,5	42,1
Autres dettes		651,4	666,2
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	10	104,4	-
<b>Total des passifs courants</b>		<b>3 449,1</b>	<b>3 206,3</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>6 553,6</b>	<b>6 837,0</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>10 969,3</b>	<b>11 180,4</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
		2015	2014	2015	2014
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>					
Résultat opérationnel		64,6	121,1	168,5	232,4
Amortissements et dépréciations d'actifs	5 - 6	82,0	53,4	108,3	77,5
Avantages du personnel		(7,4)	(3,7)	(11,2)	(7,3)
Variation des autres provisions		1,9	(6,6)	0,8	(6,4)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		1,2	3,7	5,5	5,4
Intérêts payés		(38,1)	(38,1)	(79,5)	(76,1)
Impôt payé		(41,2)	(23,6)	(75,2)	(51,2)
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>63,0</b>	<b>106,0</b>	<b>117,3</b>	<b>174,3</b>
Variation des stocks		(26,7)	22,7	(37,0)	2,5
Variation des créances clients		(60,2)	(80,5)	(87,6)	(185,8)
Variation des dettes fournisseurs		116,1	22,3	(67,0)	(93,8)
Variations des autres créances et autres dettes		(3,9)	(16,1)	(29,2)	(18,8)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>25,4</b>	<b>(51,6)</b>	<b>(220,8)</b>	<b>(295,9)</b>
<b>Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles</b>		<b>88,4</b>	<b>54,4</b>	<b>(103,6)</b>	<b>(121,6)</b>
<i>dont flux de trésorerie des activités opérationnelles provenant des activités abandonnées</i>		(3,5)	(2,1)	(10,9)	(7,1)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>					
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(28,6)	(24,6)	(61,3)	(49,7)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1,9	1,3	2,4	2,3
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		(11,6)	(3,9)	(14,1)	(11,7)
Variation des placements à long terme		1,8	2,0	(0,9)	2,9
<b>Trésorerie nette provenant des activités d'investissement</b>		<b>(36,5)</b>	<b>(25,2)</b>	<b>(73,9)</b>	<b>(56,1)</b>
<i>dont flux de trésorerie des activités d'investissement provenant des activités abandonnées</i>		(0,8)	(0,1)	(1,7)	0,1
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>					
Augmentation de capital		0,0	-	0,0	0,7
Contribution reçue des intérêts ne conférant pas le contrôle		2,7	-	2,7	-
Ventes / (Achats) d'actions propres		(2,0)	(1,5)	(0,1)	(2,8)
Acquisition de participations ne conférant pas le contrôle		-	(0,4)	(5,0)	(0,4)
Emission d'emprunts obligataires nette des coûts de transactions	14	489,7	-	489,7	-
Remboursement d'obligations senior	14	(468,6)	-	(991,2)	-
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	14	(65,6)	(27,4)	174,3	13,7
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	14	(8,9)	59,5	(163,0)	(78,7)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	14	(1,9)	(1,8)	(1,1)	(3,3)
Dividendes payés		(0,1)	-	(0,1)	-
<b>Trésorerie nette provenant des activités de financement</b>		<b>(54,8)</b>	<b>28,4</b>	<b>(493,8)</b>	<b>(70,9)</b>
<i>dont flux de trésorerie des activités de financement provenant des activités abandonnées</i>		0,7	(0,6)	10,8	3,5
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		478,7	655,5	1 159,8	957,8
Effet de la variation des taux de change et autres éléments de réconciliation		(1,0)	3,6	(13,8)	7,4
Transfert en actifs destinés à être cédés		(14,4)	-	(14,4)	-
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>		<b>460,4</b>	<b>716,6</b>	<b>460,4</b>	<b>716,6</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)

									Total		Total des capitaux propres
		Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Réserve de couverture des flux de trésorerie futurs	Revalorisation de la dette nette de pension	attribuable aux actionnaires de la société mère	Intérêts ne conférant pas le contrôle		
<i>(en millions d'euros)</i>											
<b>Pour la période close le 30 juin 2014</b>											
	<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>1 416,7</b>	<b>1 510,8</b>	<b>1 377,7</b>	<b>(21,4)</b>	<b>(1,7)</b>	<b>(65,1)</b>	<b>4 217,0</b>	<b>10,1</b>	<b>4 227,1</b>	
	Résultat net	-	-	90,5	-	-	-	90,5	-	90,5	
	Autres éléments du résultat global	-	-	-	31,1	-	(36,6)	(5,5)	(0,1)	(5,6)	
	<b>Résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>90,5</b>	<b>31,1</b>	<b>-</b>	<b>(36,6)</b>	<b>85,0</b>	<b>(0,1)</b>	<b>84,9</b>	
	Dividendes distribués <sup>(1)</sup>	-	-	(65,6)	-	-	-	(65,6)	-	(65,6)	
	Augmentation de capital	4,4	(0,9)	(2,8)	-	-	-	0,7	-	0,7	
	Paiements fondés sur des actions	-	-	5,7	-	-	-	5,7	-	5,7	
	Acquisition de filiales	-	-	(0,3)	-	-	-	(0,3)	(0,2)	(0,5)	
	Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	(2,8)	-	-	-	(2,8)	-	(2,8)	
	<b>Au 30 juin 2014</b>	<b>1 421,1</b>	<b>1 509,9</b>	<b>1 402,4</b>	<b>9,7</b>	<b>(1,7)</b>	<b>(101,7)</b>	<b>4 239,7</b>	<b>9,8</b>	<b>4 249,5</b>	
<b>Pour la période close le 30 juin 2015</b>											
	<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>	<b>1 460,0</b>	<b>1 599,8</b>	<b>1 351,5</b>	<b>79,5</b>	<b>(1,7)</b>	<b>(153,4)</b>	<b>4 335,7</b>	<b>7,7</b>	<b>4 343,4</b>	
	Résultat net	-	-	2,5	-	-	-	2,5	(1,0)	1,5	
	Autres éléments du résultat global	-	-	-	118,6	0,2	34,8	153,6	0,7	154,3	
	<b>Résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2,5</b>	<b>118,6</b>	<b>0,2</b>	<b>34,8</b>	<b>156,1</b>	<b>(0,3)</b>	<b>155,8</b>	
	Dividendes distribués <sup>(1)</sup>	-	-	(91,2)	-	-	-	(91,2)	(0,1)	(91,3)	
	Augmentation de capital	3,9	7,1	(10,9)	-	-	-	0,1	2,7	2,8	
	Paiements fondés sur des actions	-	-	4,7	-	-	-	4,7	-	4,7	
	Acquisition de filiales	-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,6	
	Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	(0,3)	-	-	-	(0,3)	-	(0,3)	
	<b>Au 30 juin 2015</b>	<b>1 463,9</b>	<b>1 606,9</b>	<b>1 256,3</b>	<b>198,1</b>	<b>(1,5)</b>	<b>(118,6)</b>	<b>4 405,1</b>	<b>10,6</b>	<b>4 415,7</b>	

<sup>(1)</sup> Distribution approuvée par l'assemblée générale à l'exception des dividendes distribués en actions

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.



## Notes annexes

### 1. | INFORMATIONS GÉNÉRALES

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Australie, Nouvelle-Zélande et en Chine).

Au cours du premier semestre 2015, le Groupe a conclu un accord en vue de la cession de ses activités en Amérique Latine (Brésil, Chili et Pérou). Le résultat net du secteur opérationnel « Amérique Latine » est présenté en « activités abandonnées » dans le compte de résultat pour toutes les périodes présentées.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2015 et ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 28 juillet 2015.

### 2. | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### 2.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2015 (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces états financiers résumés sont également conformes aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables au 30 juin 2015. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers consolidés du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 et inclus dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 25 mars 2015 sous le numéro D.15-0201.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)).

#### 2.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 30 juin 2015 sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

Ils sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2014 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, exceptions faites des nouvelles normes et interprétations présentées en note 2.2.1.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

### **2.2.1 | Changements de méthodes et amendements**

Le Groupe applique, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, les améliorations des normes IFRS 2011-2013, adoptées en décembre 2013, concernant de légères modifications de quelques normes. Leur application n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe.

### **2.2.2 | Nouvelles normes et interprétations d'application ultérieure approuvées par l'Union européenne**

- L'amendement limité de la norme IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel » s'applique aux cotisations salariales ou à celles des tiers aux plans à prestations définies. Son objectif est de simplifier la comptabilisation des cotisations qui sont indépendantes du nombre d'années de service du salarié, comme par exemple les cotisations salariales qui sont calculées sur la base d'un pourcentage fixe du salaire. Cet amendement est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> février 2015.
- Les améliorations des normes IFRS 2010-2012, adoptées en décembre 2013, concernent des modifications mineures de normes existantes. Celles-ci sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> février 2015.

Leur application n'aura pas d'effet significatif sur les états financiers du Groupe.

### **2.2.3 | Normes et interprétations publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière (IFRIC) et non encore approuvées par l'Union européenne**

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore approuvées par l'Union européenne. Leur effet éventuel sur le Groupe est en cours d'analyse, sauf indication contraire :

- Le 24 juillet 2014, l'IASB a achevé le dernier élément de sa réponse globale à la crise financière, en publiant la version finale de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Les améliorations apportées par la norme IFRS 9 comprennent une approche logique pour la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers, un modèle de dépréciation unique, prospectif, fondé sur les « pertes attendues » et une approche sensiblement modifiée de la comptabilité de couverture. La nouvelle norme est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » : cette nouvelle norme remplace IAS 11 « Contrats de construction » et IAS 18 « Produits des activités ordinaires » sur la reconnaissance du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires sera reconnu afin de traduire le transfert des biens ou services aux clients de façon à refléter les encaissements que la société s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.

### 3. | REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

#### 3.1 | Acquisitions de 2015

Au cours du premier semestre 2015, le Groupe a procédé aux acquisitions suivantes :

- le 26 février 2015, le Groupe a acquis 60% du capital de la société Shanghai Maxqueen Industry Development Co. Ltd basée en Chine,
- Le 1<sup>er</sup> juin 2015, le Groupe a acquis la société Electro-Industrie en Acoustiek NV basée en Belgique.

Ces acquisitions ne sont pas significatives à l'échelle du total des actifs, du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel du Groupe.

#### 3.2 | Allocation du prix d'acquisition

Le tableau ci-dessous présente l'allocation du prix d'acquisition relative aux actifs identifiables acquis et aux passifs assumés.

**Actifs nets acquis et contrepartie transférée des acquisitions consolidées au  
30 juin 2015**

*(en millions d'euros)*

Autres immobilisations.....	0,1
Actifs courants.....	5,7
Dette financière nette .....	(3,3)
Autres passifs non courants.....	(0,6)
Passifs courants.....	(1,0)
<b>Actifs nets acquis hors goodwill acquis .....</b>	<b>0,8</b>
Goodwill acquis .....	0,2
<b>Contrepartie transférée .....</b>	<b>1,0</b>
Trésorerie acquise.....	(0,1)
Décaissement au titre de l'acquisition de Electro-Industrie en Acoustiek NV .....	6,8
<b>Trésorerie nette décaissée au titre des acquisitions 2015.....</b>	<b>7,7</b>
Paiements au titre d'acquisitions sur exercices antérieurs .....	(1) 6,4
<b>Trésorerie nette décaissée au titre des acquisitions .....</b>	<b>14,1</b>

(1) Dont un paiement de 3,6 millions d'euros au titre de l'acquisition de 55% de Beijing Ouneng Tongxing (voir note 3 des états financiers consolidés du 31 décembre 2014)

### 4. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique pour l'activité de distribution de matériel électrique, alors que les autres activités et les entités holdings sont présentées de façon indépendante.

Les activités qui sont substantiellement similaires sont agrégées dans un seul secteur. Les facteurs pris en considération pour identifier de tels secteurs incluent la similarité des conditions économiques et politiques, la proximité des opérations, l'absence de risques particuliers associés aux activités dans les différentes zones où le Groupe est implanté et une rentabilité financière à long terme comparable.

Les secteurs opérationnels présentés sont l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique. Le secteur opérationnel « Amérique Latine » n'est plus présenté séparément à la suite de l'accord de cession des titres du 29 avril 2015 et apparaît désormais en « activités abandonnées » (voir note 10).

Le reporting financier du Groupe est revu mensuellement par la Direction Générale agissant en tant que principal décideur opérationnel.

*Informations par secteur géographique pour les périodes closes les 30 juin 2015 et 2014*

<b>2015</b> (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
<b>Trimestre clos le 30 juin</b>						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 819,3	1 250,9	353,4	<b>3 423,5</b>	-	<b>3 423,5</b>
EBITA <sup>(1)</sup> .....	99,5	52,5	6,7	<b>158,6</b>	(9,6)	<b>149,0</b>
Dépréciation du goodwill .....	(8,5)	-	(10,3)	<b>(18,8)</b>	-	<b>(18,8)</b>
<hr/>						
<b>2014 <sup>(2)</sup></b> (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
<b>Trimestre clos le 30 juin</b>						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 748,6	1 109,0	299,6	<b>3 157,2</b>	0,0	<b>3 157,3</b>
EBITA <sup>(1)</sup> .....	107,6	57,3	9,2	<b>174,1</b>	(10,8)	<b>163,3</b>
Dépréciation du goodwill .....	(6,1)	-	-	<b>(6,1)</b>	-	<b>(6,1)</b>
<hr/>						
<b>2015</b> (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
<b>Période close le 30 juin</b>						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	3 604,8	2 379,3	661,1	<b>6 645,2</b>	-	<b>6 645,2</b>
EBITA <sup>(1)</sup> .....	201,4	81,7	12,9	<b>296,0</b>	(20,6)	<b>275,4</b>
Dépréciation du goodwill .....	(8,5)	-	(10,3)	<b>(18,8)</b>	-	<b>(18,8)</b>
<b>Au 30 juin</b>						
Besoin en fonds de roulement .....	746,7	693,1	224,7	<b>1 664,4</b>	(104,9)	<b>1 559,5</b>
Goodwill .....	2 608,2	1 479,5	289,3	<b>4 377,0</b>	-	<b>4 377,0</b>
<hr/>						
<b>2014 <sup>(2)</sup></b> (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
<b>Période close le 30 juin</b>						
Chiffre d'affaires hors groupe .....	3 508,0	2 081,1	572,5	<b>6 161,5</b>	0,2	<b>6 161,7</b>
EBITA <sup>(1)</sup> .....	208,6	90,7	16,2	<b>315,5</b>	(18,2)	<b>297,3</b>
Dépréciation du goodwill .....	(6,3)	-	-	<b>(6,3)</b>	-	<b>(6,3)</b>
<b>Au 31 décembre</b>						
Besoin en fonds de roulement .....	598,1	558,9	185,7	<b>1 342,8</b>	56,5	<b>1 399,3</b>
Goodwill .....	2 548,3	1 394,2	290,5	<b>4 232,9</b>	11,0	<b>4 243,9</b>

<sup>(1)</sup> L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits & autres charges.

<sup>(2)</sup> Après reclassement <sup>(2)</sup> du secteur opérationnel « Amérique Latine » en activités abandonnées (voir note 10)

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt des activités poursuivies est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 juin	
	2015	2014 <sup>(1)</sup>
<b>EBITA - Activités poursuivies</b> .....	<b>275,4</b>	<b>297,3</b>
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises.....	(8,6)	(7,6)
Autres produits et autres charges .....	(59,2)	(33,7)
Charges financières (nettes) .....	(139,4)	(91,7)
<b>Résultat net avant impôt - Activités poursuivies</b> .....	<b>68,2</b>	<b>164,3</b>

<sup>(1)</sup> Après reclassement du secteur opérationnel « Amérique Latine » en activités abandonnées (voir note 10)

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2015	2014
Besoin en fonds de roulement .....	1 559,5	1 399,3
Goodwill .....	4 377,0	4 243,9
<b>Total des actifs et passifs alloués</b> .....	<b>5 936,5</b>	<b>5 643,2</b>
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement .....	2 813,0	2 792,2
Intérêts courus à recevoir .....	0,7	0,7
Autres actifs non courants .....	1 439,0	1 395,9
Actifs d'impôt différé .....	164,3	175,2
Créances d'impôt courant .....	31,0	9,7
Actifs destinés à être cédés .....	122,0	3,7
Instruments dérivés .....	2,5	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	460,4	1 159,8
<b>Total des actifs du Groupe</b> .....	<b>10 969,3</b>	<b>11 180,4</b>

## 5. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 juin	
	2015	2014 <sup>(1)</sup>
Charges de personnel .....	810,0	743,7
Charges d'occupation des locaux .....	140,5	135,3
Autres charges externes .....	320,2	290,8
Amortissements .....	44,4	38,8
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises .....	8,6	7,6
Créances irrécouvrables .....	18,9	15,5
<b>Total frais administratifs et commerciaux</b> .....	<b>1 342,6</b>	<b>1 231,7</b>

<sup>(1)</sup> Après reclassement du secteur opérationnel « Amérique Latine » en activités abandonnées (voir note 10)

## 6. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2015	2014 <sup>(1)</sup>
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles .....	0,3	1,2
Reprise de dépréciation d'immobilisations .....	0,1	0,1
Reprise de provisions non utilisées .....	0,1	0,5
Gain sur compléments de prix .....	-	1,5
Autres produits opérationnels .....	0,1	-
<b>Total autres produits .....</b>	<b>0,6</b>	<b>3,3</b>
Charges de restructuration .....	(2)	(22,6)
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles .....	(0,8)	(1,3)
Dépréciation du <i>goodwill</i> et d'autres actifs .....	(3)	(6,3)
Frais connexes aux acquisitions dans le cadre des regroupements d'entreprises .....	(1,1)	(6,5)
Autres dépenses .....	(2,0)	(0,3)
<b>Total autres charges .....</b>	<b>(59,8)</b>	<b>(37,0)</b>

(1) Après reclassement du secteur opérationnel « Amérique Latine » en activités abandonnées (voir note 10)

(2) Les coûts de restructuration sont relatifs à l'optimisation du réseau d'agences et à la rationalisation du réseau logistique en Europe (principalement en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni) et à la réorganisation du réseau d'agences et des enseignes aux Etats-Unis.

(3) Au cours de la période close le 30 juin 2015, Rexel a constaté une dépréciation du *goodwill* d'un montant de 10,3 millions d'euros au titre de l'Australie et de 8,5 millions au titre des Pays-Bas (voir note 7). Au titre de la période close le 30 juin 2014, la dépréciation du *goodwill* portait essentiellement sur la Slovaquie pour un montant de 3,4 millions d'euros et sur le Luxembourg pour un montant de 2,7 millions d'euros.

## 7. | DÉPRÉCIATION DU GOODWILL

Le *goodwill* est soumis à un test de dépréciation annuellement (au 31 décembre) et lorsque des circonstances indiquent qu'une perte de valeur est susceptible d'être intervenue. Le Groupe utilise la méthode des flux de trésorerie actualisés pour calculer la valeur d'utilité du *goodwill* et des actifs à durée de vie indéfinie.

Lors de la revue des indicateurs de dépréciation, le Groupe examine le niveau réel de performance des unités génératrices de trésorerie (UGT) par rapport au budget de l'année en cours. En conséquence, Rexel a réalisé un test de dépréciation au 30 juin 2015 limité aux UGT présentant une valeur d'utilité proche de leur valeur comptable du 31 décembre 2014.

En conséquence, au premier semestre 2015, le Groupe a constaté une dépréciation du *goodwill* d'un montant de 18,8 millions d'euros (6,3 millions d'euros au titre du premier semestre 2014). Cette dépréciation concerne l'Australie pour un montant de 10,3 millions d'euros et les Pays-Bas pour un montant de 8,5 millions d'euros (voir note 6).

Le calcul de la valeur d'utilité est particulièrement sensible aux hypothèses du taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale, du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini :

- Taux d'EBITA

Le taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale est déterminé pays par pays en fonction des performances passées et attendues, de la part de marché de Rexel et des caractéristiques du marché local, ainsi que par référence à des UGT ayant un profil identique. Le taux d'EBITA est défini par tranche de 50 points de base.

- Taux d'actualisation : identiques à ceux utilisés au 31 décembre 2014.
- Taux de croissance à l'infini : identiques à ceux utilisés au 31 décembre 2014.

### Analyse de sensibilité

Le tableau suivant présente, par UGT, l'analyse de la sensibilité sur l'EBITA, le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini :

	<b>Goodwill et autres immobilisations incorporelles</b> (1)	<b>EBITA</b> (-50 pt de %)	<b>Taux d'actualisation</b> (+ 50 pt de %)	<b>Croissance à l'infini</b> (-50 pt de %)
Australie	193,0	(19,4)	(18,5)	(11,5)
Pays-bas	61,6	(16,2)	(8,6)	(5,2)
Autres UGT testées	63,6	(7,0)	(3,9)	(2,3)

(1) Actifs incorporels à durée de vie indéfinie

## 8. | CHARGES FINANCIÈRES NETTES

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2015	2014 (1)
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie ...	0,6	1,6
Produits d'intérêts sur les créances et prêts .....	0,8	1,1
<b>Total des produits financiers</b> .....	<b>1,3</b>	<b>2,6</b>
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti).....	(74,6)	(82,8)
Charges d'intérêt sur les dérivés de taux d'intérêt.....	4,7	5,0
Reclassement en résultat des gains et pertes sur instruments dérivés précédemment différés en autres éléments du résultat global	(0,0)	0,2
Gain / (perte) de change .....	(1,6)	0,2
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat .....	(1,0)	(0,1)
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat .....	(0,4)	(7,2)
<b>Coût de l'endettement financier</b> .....	<b>(72,9)</b>	<b>(84,6)</b>
<b>Frais financiers liés aux opérations de remboursement</b> ....(2)	<b>(52,5)</b>	-
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel .	(6,0)	(5,0)
Charges financières diverses .....	(9,3)	(4,8)
<b>Autres charges financières</b> .....	<b>(15,3)</b>	<b>(9,8)</b>
<b>Charges financières nettes</b>	<b>(139,4)</b>	<b>(91,7)</b>

(1) Après reclassement du secteur opérationnel « Amérique Latine » en activités abandonnées (voir note 10)

(2) Frais financiers liés au remboursement anticipé des obligations senior remboursables en 2018 et 2019 (voir note 14.1.1)

## 9. | IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen estimé pour l'exercice 2015. Le taux effectif d'impôt des activités poursuivies, pour la période close le 30 juin 2015, s'établit à 36,7% comparé à 31,9% pour la période close le 30 juin 2014.

## 10. | OPERATIONS ABANDONNEES ET ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES

Le 29 avril 2015, le Groupe a conclu un accord avec Sonepar en vue de lui céder son activité en Amérique Latine pour un montant de 17,2 millions d'euros (18,6 millions de dollars américains). En conséquence, le Groupe a enregistré une dépréciation des actifs non courants d'un montant de 36,2 millions d'euros pour ajuster la valeur nette comptable des actifs destinés à être cédés au prix de vente diminué des coûts de transaction. Cette transaction reste soumise à l'approbation de l'autorité de la concurrence brésilienne.

Au 30 juin 2015, les postes du bilan sont présentés en « actifs destinés à être cédés » et en « passifs liés aux actifs destinés à être cédés ». Les charges et produits sont regroupés sur la ligne du compte de résultat « résultat net des activités abandonnées ».

Le compte de résultat du secteur opérationnel « Amérique Latine » pour la période close au 30 juin 2015 se présente ainsi :

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2015	2014	2015	2014
Chiffre d'affaires	63,6	63,0	128,2	125,9
Coût des ventes	(50,2)	(48,6)	(101,3)	(97,5)
<b>Marge brute</b>	<b>13,4</b>	<b>14,4</b>	<b>26,9</b>	<b>28,4</b>
Frais administratifs et commerciaux	(14,6)	(14,1)	(29,0)	(28,1)
<b>Résultat opérationnel avant autres produits et charges</b>	<b>(1,2)</b>	<b>0,4</b>	<b>(2,1)</b>	<b>0,3</b>
Dépréciation du <i>goodwill</i> et des actifs immobilisés	(36,2)	(23,6)	(36,2)	(23,6)
Autres produits et charges	(0,7)	(0,3)	(0,9)	(0,3)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(38,0)</b>	<b>(23,5)</b>	<b>(39,1)</b>	<b>(23,6)</b>
Charges financières (nettes)	(1,8)	(1,0)	(4,4)	(1,8)
<b>Résultat net avant impôt</b>	<b>(39,8)</b>	<b>(24,5)</b>	<b>(43,5)</b>	<b>(25,4)</b>
Impôt sur le résultat	0,5	4,1	1,8	3,9
<b>Résultat net des activités cédées</b>	<b>(39,2)</b>	<b>(20,3)</b>	<b>(41,7)</b>	<b>(21,4)</b>
<b>Résultat net par action :</b>				
Résultat de base par action (en euros)	(0,13)	(0,07)	(0,14)	(0,08)
Résultat dilué par action (en euros)	(0,13)	(0,07)	(0,14)	(0,07)



Le bilan du secteur opérationnel « Amérique Latine » classé en actifs et passifs destinés à être cédés se résume ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 30 juin 2015</b>
<b>Actifs</b>	
Total des actifs non courants	2,8
Stocks	37,6
Créances clients	48,0
Autres actifs	15,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14,4
<b>Total des actifs</b>	<b>118,5</b>
<b>Dettes</b>	
Dettes financières	40,5
Dettes fournisseurs	46,8
Autres dettes	17,2
<b>Total des passifs</b>	<b>104,4</b>
<b>Actifs nets destinés à être cédés</b>	<b>14,0</b>

Au 30 juin 2015, la réserve de conversion du secteur opérationnel « Amérique Latine » contribue à réduire les capitaux propres consolidés d'un montant de 26,9 millions d'euros. Cette réserve de conversion sera reclassée en compte de résultat lors de la réalisation de la transaction.

D'autres actifs, principalement des bâtiments en Europe, figurent en « actifs destinés à être cédés » pour un montant de 3,5 millions d'euros.

## 11. | DIVIDENDES

L'Assemblée générale du 27 mai 2015 a approuvé la distribution d'un dividende de 0,75 euro par action, offrant aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement en numéraire ou sous forme d'actions à émettre au prix unitaire de 14,21 euros. Les dividendes ont été payés le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Période close le 30 juin</b>	
	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Dividende par action attribué aux actions ordinaires.....	0,75 €	0,75 €
<b>Dividendes à verser</b> .....	<b>218,5</b>	<b>211,9</b>
<i>dont: - dividendes à payer en numéraire</i> .....	<i>91,2</i>	<i>65,6</i>
<i>- dividendes à payer par émission d'actions</i> .....	<i>127,3</i>	<i>146,3</i>

## 12. | RÉSULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ordinaires et potentielles dilutives ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 30 juin	
	2015	2014
<b>Résultat net revenant aux actionnaires de la Société:</b>		
- dont résultat net des activités poursuivies (en millions d'euros) .....	44,2	111,9
- dont résultat net des activités cédées (en millions d'euros) .....	(41,7)	(21,4)
<b>Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros) .....</b>	<b>2,5</b>	<b>90,5</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) .....	290 587	281 790
Actions potentielles dilutives résultant du paiement du dividende en actions (en milliers).	239	894
Actions potentielles non dilutives (en milliers) .....	975	1 490
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles non dilutives (en milliers) .....</b>	<b>291 801</b>	<b>284 174</b>
<b>Résultat net par action (en euros) .....</b>	<b>0,01</b>	<b>0,32</b>
Actions potentielles dilutives (en milliers) .....	1 280	2 846
- dont options de souscription d'actions (en milliers) .....	104	127
- dont actions attribuées gratuitement (en milliers) .....	1 176	2 719
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles dilutives (en milliers) .....</b>	<b>293 081</b>	<b>287 020</b>
<b>Résultat net dilué par action (en euros) .....</b>	<b>0,01</b>	<b>0,32</b>

(1) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions attribuées gratuitement dont l'attribution est soumise à des conditions de performance ou de marché non encore réalisées à la date de clôture.

## 13. | AVANTAGES DU PERSONNEL

Au 30 juin 2015, les régimes à prestations définies les plus importants ont été réévalués. Ils concernent le Canada, la Suisse et le Royaume-Uni. Les écarts actuariels ont été estimés sur la base d'une analyse de la sensibilité des taux d'actualisation et de la différence entre les taux de rendement attendus des fonds investis dans les plans de retraite et les taux réels.

Pour la période close le 30 juin 2015, les profits actuariels constatés dans le résultat global pour un montant de 34,5 millions d'euros (pertes actuarielles d'un montant de 36,6 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2014) résultent essentiellement de la hausse du taux d'actualisation au Royaume-Uni par rapport à celui utilisé au 31 décembre 2014.

Le tableau suivant présente les taux d'actualisation des plans concernés :

Taux d'actualisation (en %)	Au 30 juin 2015	Au 31 décembre 2014	Au 30 juin 2014
Royaume-Uni	3,75	3,50	4,25
Canada	4,00	4,00	4,25
Suisse	1,00	1,25	1,75

Au cours du premier semestre 2015, certaines prestations versées aux futurs retraités dans le cadre du plan de santé au Canada ont été réduites générant un profit d'un montant de 3,6 millions d'euros (5,0 millions de dollars canadiens) enregistré en moins des charges de personnel.

## 14. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 30 juin 2015. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

### 14.1 | Endettement financier net

Au 30 juin 2015, la dette financière nette s'élève à 2 556,5 millions d'euros et comprend les éléments suivants:

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2015			Au 31 décembre 2014		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations senior .....	-	1 614,7	1 614,7	-	1 992,2	1 992,2
Titrisation .....	119,8	905,9	1 025,7	128,2	1 013,9	1 142,1
Emprunts auprès des établissements de crédit .....	85,6	1,4	87,1	65,0	4,4	69,3
Billets de trésorerie .....	205,6	-	205,6	85,9	-	85,9
Concours bancaires et autres emprunts .....	81,2	-	81,2	81,7	-	81,7
Location financement .....	8,0	17,5	25,5	8,8	18,4	27,2
Intérêts courus .....	7,3	-	7,3	9,7	-	9,7
Autres .....	1,2	-	1,2	-	-	-
Moins coûts de transaction .....	(7,0)	(29,1)	(36,1)	(8,0)	(32,9)	(40,9)
<b>Autres dettes financières et intérêts courus .....</b>	<b>501,7</b>	<b>2 510,5</b>	<b>3 012,2</b>	<b>371,2</b>	<b>2 995,9</b>	<b>3 367,1</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie .....			(460,4)			(1 159,8)
Intérêts courus à recevoir .....			(0,7)			(0,7)
Dérivés de couverture de la dette.....			5,3			6,5
<b>Endettement financier net</b>			<b>2 556,5</b>			<b>2 213,1</b>

(1) dont intérêts courus sur les obligations senior pour un montant de 4,1 millions d'euros au 30 juin 2015 (4,9 millions d'euros au 31 décembre 2014)

### 14.1.1 | Obligations senior

Au 30 juin 2015, la valeur comptable des obligations senior est présentée ci-dessous :

	Au 30 juin 2015				Au 31 décembre 2014			
	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur <sup>(1)</sup>	Total	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur	Total
Obligations remboursables en 2018	-	-	-	-	EUR 488,8	488,8	10,2	<b>499,0</b>
Obligations remboursables en 2019	-	-	-	-	USD 500,0	411,8	(4,1)	<b>407,7</b>
Obligations remboursables en 2020	USD 500,0	446,9	2,5	<b>449,4</b>	USD 500,0	411,8	0,8	<b>412,6</b>
Obligations remboursables en 2020	EUR 650,0	650,0	20,8	<b>670,8</b>	EUR 650,0	650,0	22,8	<b>672,8</b>
Obligations remboursables en 2022	EUR 500,0	500,0	(5,3)	<b>494,7</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>		1 596,9	17,9	<b>1 614,7</b>		1 962,5	29,7	<b>1 992,2</b>

(1) Ajustement pour traduire les variations du taux d'intérêt sur une partie des obligations couvertes par des instruments dérivés de couverture de juste valeur (voir note 15)

#### Remboursement des obligations de 500 millions d'euros à échéance 2018

Le 16 mars 2015, Rexel a remboursé ses obligations senior à échéance 2018 et portant intérêt à 7% pour un montant de 522,6 millions d'euros, qui inclut le nominal à hauteur de 488,8 millions d'euros, la prime de remboursement à hauteur de 25,4 millions d'euros et les intérêts courus du 18 décembre 2014 au 16 mars 2015 à hauteur de 8,5 millions d'euros.

Le remboursement de ces obligations a conduit le Groupe à réviser leur coût amorti et à constater une charge financière d'un montant de 19,6 millions d'euros en application de la méthode du taux d'intérêt effectif. Outre la prime de remboursement, cette perte inclut les coûts de transaction non amortis à hauteur de 3,9 millions d'euros et est minorée du profit lié à la couverture de juste valeur d'un montant de 9,7 millions d'euros.

#### Emission d'obligations d'une valeur nominale de 500 millions d'euros à échéance 2022

Le 27 mai 2015, Rexel a émis des obligations senior pour un montant de 500 millions d'euros remboursables en 2022 et portant intérêt annuel à 3,25%.

Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations senior non assorties de sûretés. Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 décembre 2015. Les obligations sont remboursables le 15 juin 2022 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Ces obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 juin 2018 à un prix égal au montant total du nominal augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. A partir du 15 juin 2018, elles sont remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

Période de remboursement commençant le :	Prix de remboursement (en % du montant principal)
15 juin 2018.....	101,625%
15 juin 2019.....	100,813%
15 juin 2020 et au-delà.....	100,000%

En juin 2015, Rexel a mis en place plusieurs swaps de taux d'intérêt en couverture des obligations senior remboursables en 2022. Ces swaps, qualifiés de couverture de juste valeur, ont une valeur nominale de 500 millions d'euros. Ils sont payeurs du taux Euribor 3M et receveurs d'un taux fixe allant de 0,47% à 0,73%, et sont à échéance du 15 juin 2022.

### Remboursement des obligations de 500 millions de dollars américains à échéance 2019

Le 22 juin 2015, Rexel a remboursé ses obligations senior à échéance 2019 et portant intérêt à 6,125% pour un montant de 468,6 millions d'euros, qui inclut le nominal à hauteur de 442,5 millions d'euros (500 millions de dollars américains), la prime de remboursement à hauteur de 25,5 millions d'euros et les intérêts courus du 15 au 22 juin 2015 à hauteur de 0,5 million d'euros.

Le remboursement de ces obligations a conduit le Groupe à réviser leur coût amorti et à constater une charge financière d'un montant de 33,0 millions d'euros en application de la méthode du taux d'intérêt effectif. Outre la prime de remboursement, cette perte inclut les coûts de transaction non amortis à hauteur de 6,5 millions d'euros et la perte liée à la couverture de juste valeur d'un montant de 0,9 million d'euros.

La charge financière générée par le remboursement des obligations senior à échéance 2018 et 2019 se détaille ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Période close le 30 juin 2015</b>
Primes de remboursement .....	51,0
Amortissements accélérés des coûts de transaction .....	10,4
Diminué des ajustements de juste valeur .....	(8,9)
<b>Frais financiers non récurrents liés aux opérations de remboursement .....</b>	<b>52,5</b>

#### **14.1.2 | Programmes de cession de créances**

Le Groupe Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales, présentés dans le tableau ci-dessous, lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe Rexel varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession. Ces créances sont cédées à des entités « *ad hoc* », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « *ad hoc* » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du *commercial paper* américain ou canadien, notés par des agences de notation.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 30 juin 2015, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

L'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de ces créances constitue une charge financière inscrite dans le compte de résultat consolidé.

Les principales informations de ces programmes de titrisation, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Programme	Encours maximum autorisé	Montant des créances cédées au 30 juin 2015	Sommes tirées au 30 juin 2015	Solde dû		Échéance
				au 30 juin 2015	au 31 décembre 2014	
<i>(en millions de devises)</i>				<i>(en millions d'euros)</i>		
Europe - Australie	425,0 EUR	408,8 EUR	311,1 EUR	311,1	396,1	18/12/2017
Etats-Unis	545,0 USD	630,4 USD	463,2 USD	414,0	422,9	20/12/2017
Canada	190,0 CAD	233,7 CAD	165,7 CAD	119,8	128,2	19/11/2015
Europe	384,0 EUR	496,0 EUR	356,5 EUR	356,5	374,9	20/12/2016
<b>TOTAL</b>				<b>1 201,4</b>	<b>1 322,2</b>	
<b>dont :</b>						
	<b>- Dette enregistrée au bilan :</b>			<b>1 025,7</b>	<b>1 142,1</b>	
	<b>- Financement hors bilan :</b>			<b>175,7</b>	<b>180,1</b>	

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme. Au 30 juin 2015, l'encours maximum autorisé de ces programmes de titrisation s'élevait à 1 433,4 millions d'euros et était utilisé à hauteur de 1 201,4 millions d'euros.

#### 14.1.3 | Billets de trésorerie

Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 500 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 30 juin 2015, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 205,6 millions d'euros (85,9 millions d'euros au 31 décembre 2014).

## 14.2 | Variation de l'endettement net

Aux 30 juin 2015 et 2014, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

	Période close le 30 juin	
	2015	2014
<i>(en millions d'euros)</i>		
<b>Au 1er janvier</b> .....	<b>2 213,1</b>	<b>2 192,0</b>
Emission d'emprunts obligataires nette des coûts de transactions...	489,7	-
Remboursement d'obligations senior .....	(991,2)	-
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières .....	174,3	13,7
<b>Variation nette des lignes de crédit</b> .....	<b>(327,2)</b>	<b>13,7</b>
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation.....	(163,0)	(78,7)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	(1,1)	(3,3)
<b>Variation nette des dettes financières</b> .....	<b>(491,2)</b>	<b>(68,4)</b>
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie .....	671,3	248,6
Effet de la variation des taux de change sur l'endettement net .....	133,9	18,2
Effet des variations de périmètre sur l'endettement brut.....	3,4	6,1
Amortissement des coûts de transaction.....	4,8	5,6
Frais financiers non récurrents liés aux opérations de refinancement.....	52,5	-
Reclassement en passifs destinés à être cédés .....	(27,3)	-
Autres variations .....	(4,0)	4,3
<b>Au 30 juin</b> .....	<b>2 556,5</b>	<b>2 406,4</b>

## 14.3 | Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant qui couvre les décaissements relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2015	Au 31 décembre 2014
<b>Echéances :</b>		
Un an .....	508,7	379,1
Deux ans .....	364,3	384,2
Trois ans .....	553,7	644,8
Quatre ans .....	2,5	501,5
Cinq ans .....	1 121,3	409,3
Au delà.....	497,9	1 088,9
<b>Sous-total dette financière</b> .....	<b>3 048,4</b>	<b>3 407,8</b>
Coûts de transaction .....	(36,1)	(40,9)
<b>Dettes financières</b> .....	<b>3 012,2</b>	<b>3 367,0</b>

Les obligations senior émises en avril 2013 pour un montant de 650 millions d'euros et 500 millions de dollars américains arrivent à échéance en juin 2020 et celles émises en mai 2015 pour un montant de 500 millions d'euros arrivent à échéance 2022.

Le contrat de Crédit Senior a été amendé en novembre 2014 pour une période de 5 ans se terminant en novembre 2019. Il comprend une ligne de crédit multidevises renouvelable d'un montant total de 1 062,7 millions d'euros, qui peut également être utilisée au moyen de tirages au jour le jour jusqu'à hauteur d'un montant de 157,5 millions d'euros.

Le 26 juin 2015, Rexel a repoussé la date d'échéance de la ligne de crédit de 40 millions de dollars américains avec Wells Fargo Bank International de deux ans jusqu'au 27 juin 2017. Au 30 juin 2015, cette ligne de crédit n'est pas utilisée.

Enfin, les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2015, 2016, et 2017. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités *ad hoc* ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette (billets de trésorerie) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

Au 30 juin 2015, le montant des liquidités du Groupe s'élève à 1 236,3 millions d'euros (2 052,2 millions d'euros au 31 décembre 2014) représentant un excédent de 727,6 millions d'euros comparé au montant de 508,7 millions d'euros de dettes exigibles à l'horizon de 12 mois.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2015	Au 31 décembre 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie...	460,4	1 159,8
Concours bancaires.....	(81,2)	(81,7)
Billets de trésorerie.....	(205,6)	(85,9)
Contrat de crédit senior non tiré.....	982,0	982,0
Lignes Bilatérales.....	80,7	77,9
<b>Liquidité</b> .....	<b>1 236,3</b>	<b>2 052,2</b>

## 15. | JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2015, le Groupe détient différentes catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur, qui sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2015		Au 31 décembre 2014		Hiérarchie IFRS13
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
<b>Actifs financiers</b>					
Instruments dérivés dans une relation de couverture ..	3,5	3,5	-	-	Niveau 2
Autres instruments dérivés .....	-	-	0,1	0,1	Niveau 2
<b>Passifs financiers</b>					
Obligations senior .....	1 614,7	1 643,7	1 992,2	2 045,9	Niveau 1
Instruments dérivés dans une relation de couverture ..	10,6	10,6	7,6	7,6	Niveau 2
Autres instruments dérivés .....	12,0	12,0	12,1	12,1	Niveau 2

### Hiérarchie IFRS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est soit reconnue, soit donnée en information sont classés dans des catégories selon une hiérarchie de juste valeur, telle qu'elle est décrite ci-dessous, fondée sur la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques
- Niveau 2 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, est observable directement ou indirectement)
- Niveau 3 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, n'est pas observable)

### Techniques d'évaluation

Les contrats de couverture de risque de change sont évalués en fonction des taux de change spot observables, des courbes de rendement des devises concernées, ainsi que des écarts de change entre les devises concernées.

Les *swaps* de taux d'intérêt sont évalués selon les techniques d'évaluation fondées sur les courbes de rendement de taux d'intérêt observables. Le Groupe intègre également le risque de contrepartie pour les instruments dérivés actifs ou le risque propre du Groupe pour les instruments dérivés passifs.

## 16. | SAISONNALITÉ

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres, dès lors que le besoin en fonds de roulement est plus élevé au cours de ces périodes.

## 17. | LITIGES

Pour la période close le 30 juin 2015, il n'y a pas eu d'évolution concernant les litiges présentés dans les états financiers au 31 décembre 2014 pouvant avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.



## **18. | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING**

A la date de présentation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 30 juin 2015 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

## III. Rapport des commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

**ERNST & YOUNG Audit**

1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie – Paris La Défense 1  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle**

**(Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2015)**

Aux Actionnaires

**Rexel SA**

13, boulevard du Fort de Vaux  
CS 60002  
75838 Paris Cedex 17

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Rexel SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La Défense, le 29 juillet 2015

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG Audit

Christian Perrier

Philippe Diu

## IV. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris,

Le 29 juillet 2015

---

**Rudy Provoost**  
Président du Directoire